

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

21 DÉCEMBRE 2004

Une maison pour les femmes à Istalif

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ
D'AVIS POUR L'ÉGALITÉ DES
CHANCES ENTRE LES FEMMES
ET LES HOMMES
PAR MME PEHLIVAN

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2004-2005

21 DECEMBER 2004

Een vrouwenhuis in Istalif (Afghanistan)

VERSLAG

NAMENS DE ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN
VOOR VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW PEHLIVAN

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie:

Président/Voorzitter: Fatma Pehlivan

Membres/Leden:

| | |
|-------------|---|
| SP.A-SPIRIT | Mimount Bousakla, Christel Geerts, Fatma Pehlivan. |
| VLD | Jacques Germeaux, Annemie Van de Castele, Margriet Hermans. |
| PS | Jean Cornil, Marie-José Laloy, Olga Zrihen. |
| MR | Nathalie de T' Serclaes, Jihane Annane, Jean-Marie Chef-fert. |
| CD&V | Sabine de Bethune, Erika Thijs. |
| VLAAMS BLOK | Yves Buysse, Nele Jansegers. |
| CDH | Clotilde Nyssens. |

| SOMMAIRE | INHOUD | | |
|--|--------|---|----|
| Pages | Blz. | | |
| I. Introduction | 3 | I. Inleiding | 3 |
| II. Présentation du projet «Une maison pour les femmes à Istalif» | 3 | II. Voorstelling van het project «Een vrouwenhuis in Istalif» | 3 |
| 1. Exposé de Mme Chekéba Hachemi, première secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan auprès de l'Union européenne en Belgique . | 3 | 1. Uiteenzetting van mevrouw Chekéba Hachemi, eerste secretaris van de ambassade van Afghanistan bij de Europese Unie in België | 3 |
| 2. Exposé de Mme Maggi Poppe, représentante du Nederlandstalige Vrouwenraad | 5 | 2. Uiteenzetting van mevrouw Maggi Poppe, vertegenwoordigster van de Nederlandstalige Vrouwenraad | 5 |
| 3. Exposé de Mme Jennie Vanlerberghe, représentante de Moeders voor vrede | 8 | 3. Uiteenzetting van mevrouw Jennie Vanlerberghe, vertegenwoordigster van Moeders voor vrede | 8 |
| 4. Échange de vues | 9 | 4. Gedachtewisseling | 9 |
| III. Audition de représentants de la Direction générale de la Coopération au Développement | 14 | III. Hoorzitting met vertegenwoordigers van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking | 14 |
| 1. Exposé de Mme Marion Van Offelen, experte genre à la Direction générale de la Coopération au Développement (DGCD) | 14 | 1. Uiteenzetting van mevrouw Marion Van Offelen, genderexpert bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGOS) | 14 |
| 2. Exposé de M. Antoine Renard, coordinateur Afghanistan de la DGCD | 15 | 2. Uiteenzetting van de heer Antoine Renard, Afghanistan-coördinator bij de DGOS | 15 |
| 3. Échange de vues | 16 | 3. Gedachtewisseling | 16 |
| IV. Vote | 18 | IV. Stemming | 18 |
| Annexes | 18 | Bijlagen | 18 |

I. INTRODUCTION

Le 31 mars 2004, le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a invité des représentantes du *Nederlandstalige Vrouwenraad* et de *Moeders voor vrede* à venir présenter le projet «Une maison des femmes à Istalif».

C'est au départ l'association française «Mères pour la paix» qui a émis l'idée de construire une maison où les femmes afghanes pourraient se retrouver, suivre des cours d'alphabétisation ou une formation professionnelle, consulter un médecin et participer à toutes sortes d'activités. L'organisation belge «Moeders voor vrede» et le *Nederlandstalige Vrouwenraad* se sont associés au projet.

Commencée à l'automne 2002, la maison a été achevée en juillet 2003. On peut trouver sur le website du *Nederlandstalige Vrouwenraad* (http://www.vrouwenraad.be/fr_acties1.html) le récit détaillé de la réalisation du projet et de son fonctionnement au jour le jour.

Après cette audition, le Comité d'avis a reçu M. A. Renard, coordinateur Afghanistan, et Mme M. Van Offelen, experte genre, représentants de la Direction générale de la Coopération au développement, afin de s'informer sur la politique de coopération internationale menée par le gouvernement belge en Afghanistan.

II. PRESENTATION DU PROJET «UNE MAISON POUR LES FEMMES A ISTALIF»

1. Exposé de Mme Chekéba Hachemi, première secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan auprès de l'Union européenne en Belgique

Outre sa qualité de première secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan, Mme Hachemi préside une organisation appelée «Afghanistan libre» en France et en Belgique, qui œuvre pour les femmes dans les régions rurales. Celle-ci a créé des écoles, des centres de formation, des centres d'éducation à la santé, elle a lancé un magazine féminin en Afghanistan créé avec l'aide du magazine «Elle» et du groupe Hachette en France.

Mme Hachemi est rentrée il y a deux semaines d'Afghanistan, où elle a participé à de nombreuses réunions de travail avec Mme Habiba Sarabi, ministre de la Condition féminine.

Elle explique que la situation de la femme en Afghanistan s'était tellement dégradée sous les talibans que ce que l'on pourrait considérer comme un changement minime est déjà une révolution pour elles.

I. INLEIDING

Op 31 maart 2004 heeft het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen vertegenwoordigsters van de Nederlandstalige Vrouwenraad en van Moeders voor vrede uitgenodigd om het project «Een vrouwenhuis in Istalif» voor te stellen.

Oorspronkelijk was het de Franse vereniging «Mères pour la paix» die het idee opperde om een huis te bouwen waar Afghaanse vrouwen elkaar kunnen ontmoeten, alfabetiseringslessen of een beroepsopleiding kunnen volgen, een dokter kunnen raadplegen en kunnen deelnemen aan allerlei activiteiten. Het Belgische «Moeders voor vrede» en de Nederlandstalige Vrouwenraad zijn mee in het project gestapt.

Aan het huis werd begonnen in de herfst van 2002, in juli 2003 was het af. Op de website van de Nederlandstalige vrouwenraad (http://www.vrouwenraad.be/fr_acties1.html) is een gedetailleerd overzicht van de oprichting en van de werking van het huis vandaag te vinden.

Na deze hoorzitting heeft het Adviescomité de heer A. Renard, Afghanistan-coördinator en mevrouw M. Van Offelen, genderexpert, beide vertegenwoordigers van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking, ontvangen. Zij hebben het Comité informatie bezorgd over het internationaal samenwerkingsbeleid dat de Belgische regering in Afghanistan voert.

II. VOORSTELLING VAN HET PROJECT «EEN VROUWENHUIS IN ISTALIF»

1. Uiteenzetting van mevrouw Chekéba Hachemi, eerste secretaris van de ambassade van Afghanistan bij de Europese Unie in België

Behalve eerste secretaris van de Afghaanse ambassade, is mevrouw Hachemi ook voorzitster van de organisatie «Afghanistan libre» in Frankrijk en in België, die zich inzet voor vrouwen in landelijke gebieden. Deze organisatie heeft in Afghanistan scholen, opleidingscentra en centra voor opleiding inzake gezondheid opgericht en een vrouwenblad op de markt gebracht in samenwerking met het tijdschrift «Elle» en de groep Hachette in Frankrijk.

Twee weken voor de hoorzitting, is mevrouw Hachemi teruggekeerd uit Afghanistan, waar zij heeft deelgenomen aan tal van werkvergaderingen met mevrouw Habiba Sarabi, minister van Vrouwenzaken.

De situatie van de vrouw in Afghanistan was onder de Taliban zodanig verslechterd dat zelfs een kleine verandering voor hen al revolutionair is.

La nouvelle Constitution adoptée par la Loya Djirga à la fin du mois de décembre 2003 reconnaît aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Cela va des droits élémentaires jusqu'au droit, par exemple, à l'éligibilité.

Les élections prévues l'été prochain ont été repoussées au mois de septembre en raison de problèmes d'enregistrement (il n'y a eu aucun recensement en Afghanistan). Une femme s'est portée candidate aux élections. Cette femme a été élue en juin 2003 vice-présidente de la Loya Djirga, en se classant deuxième par voix de préférence. Le plus frappant est qu'elle a obtenu plus de voix qu'il n'y avait de femmes présentes à cette assemblée, ce qui signifie que des hommes ont voté pour elle.

Des femmes sont actives en Afghanistan et occupent même des postes élevés. Deux ministères importants sont actuellement confiés à des femmes, à savoir celui de la Condition féminine dirigée par Mme Habiba Sarabi, et celui de la Santé, dirigé par le général Sohaila Sidiq. La commission des droits de l'homme est aussi dirigée par une femme, Mme Sima Samar.

Toutefois, le travail sur le terrain prendra encore beaucoup de temps. Les filles ont le droit de faire des études et de travailler mais les moyens manquent sur le terrain. 95 % de la population féminine afghane est analphabète. C'est pourquoi les programmes d'éducation sont au moins aussi importants que les programmes alimentaires.

Avec les six années du régime taliban, précédées des dix-sept années d'occupation soviétique, le système administratif a été complètement détruit. À Kaboul, 40 % des postes de la fonction publique sont occupés par des femmes. L'idéal serait que ce pourcentage soit aussi la règle dans les autres villes.

En Afghanistan, les villages semblent parfois accuser un retard de plusieurs décennies sur les grandes villes. Le gouvernement afghan et les organisations internationales présentes dans le pays se sont fixé comme priorité le développement des provinces. Malheureusement, la présence des organisations internationales y reste peu visible en raison des problèmes de sécurité. Il y a dès lors peu de projets destinés aux femmes dans les provinces.

La question de la sécurité en Afghanistan reste préoccupante. Beaucoup d'organisations internationales s'interdisent d'aller dans certaines provinces à cause de l'insécurité. L'oratrice elle-même a pu constater l'absence totale d'action internationale dans une province de plus de trois millions d'habitants située à 250 km au sud de Kaboul. Or, cette absence laisse le champ libre aux fundamentalistes. Deux ans après la chute des talibans, aucune route n'a été reconstruite, il n'y a pas d'eau potable accessible à tous, pas d'électricité si ce n'est pendant quelques heures par jour dans les grandes villes. Il est facile pour les fonda-

De nieuwe Grondwet die de Loya Jirga eind december 2003 goedkeurde, verleent vrouwen dezelfde rechten als mannen. Dat gaat van de meest elementaire rechten tot bijvoorbeeld het recht om verkozen te worden.

De verkiezingen die gepland waren voor de volgende zomer, zijn uitgesteld tot in september door registratieproblemen (in Afghanistan is er geen volkstelling geweest). Er heeft zich een vrouw kandidaat gesteld bij de verkiezingen. Zij werd in juni 2003 verkozen tot vice-president van de Loya Jirga, dankzij haar tweede plaats bij de voorkeurstemmen. Opvallend is dat zij bovendien meer stemmen heeft gekregen dan er vrouwen aanwezig waren; ook mannen hebben dus voor haar gestemd.

In Afghanistan werken vrouwen en bekleden zij hoge posten. Aan het hoofd van twee belangrijke ministeries staan vrouwen, namelijk het ministerie van Vrouwenzaken, met minister Habiba Sarabi, en het ministerie van Gezondheid, met generaal Sohaila Sidiq. Ook de mensenrechtencommissie wordt geleid door een vrouw, mevrouw Sima Samar.

Het veldwerk zal echter nog veel tijd vergen. Meisjes hebben het recht om te studeren en te werken, maar in de praktijk ontbreken de middelen. 95 % van de Afghaanse vrouwen is analfabeet. Opleidingsprogramma's zijn dan ook minstens even belangrijk als voedselprogramma's.

Na zes jaren Talibanregime, voorafgegaan door zeventien jaar van sovjetbezetting, is het bestuursapparaat volledig vernield. In Kaboel wordt 40 % van de posten bij de overheid bekleed door vrouwen. Ideeliter wordt dat ook zo in de andere steden.

In Afghanistan lijken dorpen soms wel meerdere decennia achter te lopen op de grote steden. De Afghaanse regering en de in het land aanwezige internationale organisaties geven voorrang aan de ontwikkeling van de provincies. Jammer genoeg zijn de internationale organisaties er om veiligheidsredenen weinig zichtbaar aanwezig. In de provincies zijn dan ook weinig projecten bedoeld voor vrouwen.

Veiligheid blijft een probleem in Afghanistan. Heel wat internationale organisaties verbieden hun medewerkers zich naar bepaalde provincies te begeven omdat het er niet veilig is. Spreekster heeft zelf kunnen vaststellen dat er in een provincie van meer dan drie miljoen inwoners, 250 kilometer ten zuiden van Kaboel, geen enkele internationale activiteit is. Daardoor krijgen de fundamentalisten vrij spel. Twee jaar na de val van de Taliban is nog geen enkele weg heraangelegd, heeft niet iedereen al toegang tot drinkbaar water en is er alleen in de grote steden elektriciteit en dan slechts een paar uur per dag. De fundamen-

mentalistes de prétendre que la communauté internationale n'a pas tenu ses promesses.

Dans le contexte mondial de lutte contre le terrorisme, l'Afghanistan et la frontière pakistanaise constituent une zone clé. Or, on ne peut combattre le terrorisme si l'on n'essaie pas de changer la situation économique de la population et de lui donner les moyens de s'en sortir.

La situation des hommes en Afghanistan n'est pas beaucoup plus enviable que celle des femmes. Le régime taliban les a très fort marqués sur le plan psychologique. Aider les femmes revient aussi à aider les hommes. Le sort des femmes est lié à la situation globale du pays.

Mme Hachemi met encore une fois l'accent sur la nécessité de développer des projets dans les provinces. L'Afghanistan est à 85 % rural. Or, la communauté internationale n'a encore initié aucun plan agricole pour essayer de redémarrer le système agricole qui est la base de l'économie afghane.

L'Afghanistan est le premier producteur mondial d'opium. 80 % de l'héroïne consommée en Europe provient d'Afghanistan. Ce commerce engendre des flux évalués à 2 milliards de dollars par an. A qui profite ce commerce ? Pourquoi ne lance-t-on pas un véritable programme de destruction de la drogue en Afghanistan ? Actuellement, le paysan est payé pour sa récolte de pavot un an à l'avance. Seul un programme agricole global pourrait combattre le problème de la drogue.

Enfin, dans le domaine de la santé, les derniers chiffres de l'OMS attribuent à l'Afghanistan les pourcentages les plus importants de mortalité infantile, mortalité en couches, etc. Son rapport conclut que l'Afghanistan est le pays où il fait le moins bon vivre pour une femme, mais ajoute aussi que la simple prévention permettrait de réduire de moitié ces chiffres.

2. Exposé de Mme Maggi Poppe, représentante du Nederlandstalige Vrouwenraad

Mme Poppe avertit qu'elle se fonde non seulement sur son expérience sur le terrain, mais aussi sur les rapports d'organisations telles que *Human Rights Watch* et *Amnesty International*.

Certes, depuis la chute des talibans en 2001, la situation des femmes s'est quelque peu améliorée. Les femmes ont à nouveau accès — même si c'est dans une mesure fort limitée — au travail rémunéré, à l'enseignement et aux services de santé. La création d'un ministère des Femmes, l'accent mis sur l'enseignement destiné aux jeunes filles et aux femmes, la ratification de la Convention des Nations unies sur l'élimination

talisten kunnen makkelijk beweren dat de internationale gemeenschap haar beloftes niet heeft gehouden.

In de context van de wereldwijde strijd tegen het terrorisme vormen Afghanistan en de Pakistaanse grens een belangrijke zone. Terrorismus kan echter niet worden bestreden als de economische situatie van de bevolking niet verbeterd en de bevolking geen middelen krijgt om uit het dal te klimmen.

De situatie van de mannen in Afghanistan is al niet veel beter dan die van de vrouwen. Het Talibanregime heeft een enorme psychologische impact op hen gehad. Vrouwen helpen betekent ook mannen helpen. Het lot van de vrouwen hangt samen met de algemene toestand in het land.

Mevrouw Hachemi benadrukt nog een keer hoe belangrijk het is projecten te ontwikkelen in de provincies. Afghanistan is voor 85 % plattelandsgebied. De internationale gemeenschap heeft echter nog geen enkel landbouwplan opgestart om te trachten het landbouwsysteem, dat de basis vormt van de Afghaanse economie opnieuw op te starten.

Afghanistan is wereldwijd de eerste opiumproducent. 80 % van de heroïne die in Europa wordt geconsumeerd, komt uit Afghanistan. De omzet van deze handel wordt geschat op 2 miljard dollar per jaar. Wie heeft er baat bij deze handel ? Waarom wordt er geen ernstig programma voor de vernietiging van drugs in Afghanistan opgestart ? Momenteel wordt de landbouwer een jaar van tevoren betaald voor zijn papaveroogst. Alleen een allesomvattend landbouwprogramma kan het drugsprobleem bestrijden.

De jongste cijfers van de WHO tonen aan dat Afghanistan een erg hoge kindersterfte en sterfte bij bevallingen kent. Voor een vrouw is Afghanistan het slechtste land om te leven, maar eenvoudige preventiemaatregelen zouden deze cijfers makkelijk kunnen halveren.

2. Uiteenzetting van mevrouw Mme Maggi Poppe, vertegenwoordigster van de Nederlandstalige Vrouwenraad

Mevrouw Poppe baseert zich niet alleen op haar ervaring vanop het terrein maar op rapporten van organisaties zoals Human Rights Watch en Amnesty International.

Sinds de val van de taliban in 2001 is er wel enige verbetering gekomen voor vrouwen. Vrouwen hebben — zij het met mondjesmaat — weer toegang tot betaalde arbeid, onderwijs en gezondheidsdiensten. De oprichting van een ministerie van Vrouwenzaken, de nadruk op onderwijs voor meisjes en vrouwen, de ratificatie van het VN-Verdrag tot uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, de

de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la participation des femmes à la rédaction de la nouvelle Constitution afghane ... constituent des acquis importants.

Malheureusement, ces acquis n'existent encore en grande partie que sur le papier. À quoi cela est-il dû? Les causes sont les suivantes:

- le pouvoir limité du gouvernement de Kaboul, l'instabilité politique et la violence permanente;
- les valeurs et les normes traditionnelles;
- le manque de moyens pour la reconstruction du pays.

Les progrès ne bénéficient qu'à une petite minorité de femmes dans une zone limitée, à savoir les villes. Le pouvoir du gouvernement intérimaire ne dépasse guère les frontières de Kaboul. Mais, même à Kaboul, la plupart des femmes et des jeunes filles restent prisonnières dans leur propre maison et ne jouissent que de droits limités et de possibilités réduites dans la vie de tous les jours. Dans les zones rurales et dans les zones qui sont hors de portée du gouvernement, les restrictions imposées aux femmes continuent à engendrer des violations graves des droits de l'homme.

Les femmes sont toujours considérées comme des êtres inférieurs, comme étant la propriété de leur mari ou de leur père, comme n'étant capables que de mettre au monde des enfants — de préférence des fils — et comme n'étant aptes qu'à travailler à l'intérieur de la maison. Les femmes sont privées du droit à l'enseignement et au travail, elles n'ont pas le droit d'avoir une opinion qui leur est propre, de poser leurs propres choix, de mener leur propre vie. Les femmes et les jeunes filles sont toujours vendues comme des vaches sur le marché du mariage. Les mariages entre des jeunes filles de 13 à 14 ans et des hommes de plus de 50 ans ne sont pas des exceptions à cet égard. L'automutilation et le suicide sont souvent les seuls moyens d'échapper à ce genre de mariages.

Ce sont toujours les hommes qui disposent de la vie des femmes et la violence n'a pas cessé. La maltraitance, les crimes d'honneur, les condamnations sans aucune forme de procès, les mariages forcés sont la triste réalité pour de nombreuses femmes. La violence faite aux femmes, à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, est très fréquente et reste impunie. Les femmes sont menacées, harcelées, violées ou assassinées parce qu'elles ne font pas ce que les hommes leur disent de faire, parce qu'elles défendent leurs droits, parce qu'elles vont à l'école, parce qu'elles vont travailler, parce qu'elles ne portent pas la burqa ... Les femmes qui défendent les droits des femmes sont souvent menacées de mort. L'insécurité et la violence constituent l'un des obstacles majeurs au respect des droits humains des femmes.

Plus de deux ans après la chute des talibans, la situation a à peine changé pour la majorité des

betrokkenheid van vrouwen bij het opstellen van de nieuwe Afghaanse Grondwet ... zijn belangrijke ontwikkelingen.

Maar tot nu toe zijn al deze ontwikkelingen grotendeels papieren tijgers gebleken. Waarom?

- de beperkte macht van de regering in Kaboel, de politieke instabiliteit en het aanhoudend geweld;
- traditionele waarden en normen;
- onvoldoende middelen voor de heropbouw van het land.

De vooruitgang geldt slechts voor een kleine minderheid van vrouwen in een beperkt gebied, in de steden. De macht van de interim-regering reikt niet veel verder dan de grenzen van Kaboel. Maar zelfs in Kaboel zijn de meeste vrouwen en meisjes nog steeds gevangen in hun eigen huis, met beperkte rechten en mogelijkheden in het leven van elke dag. Op het platteland en buiten het bereik van de regering ont-aarden de beperkingen die vrouwen opgelegd krijgen nog steeds in grove schendingen van hun mensenrechten.

Vrouwen worden nog steeds gezien als minderwaardig, als eigendom van hun man of vader, slechts geschikt geacht voor het baren van kinderen — liefst zonen — en voor het werk binnenshuis. Zonder recht op onderwijs of arbeid, zonder recht op een eigen mening, eigen keuzes, een eigen leven. Vrouwen en meisjes worden nog steeds als koeien verhandeld op de huwelijksmarkt. Huwelijken van meisjes van 13 of 14 jaar met mannen ouder dan 50 zijn hierbij geen uitzondering. Zelfverminking en zelfmoord is vaak de enige uitweg die zij zien om aan zo'n huwelijk te ontsnappen.

Het zijn nog altijd mannen die over het leven van een vrouw beschikken en het geweld is niet gestopt. Mishandeling, eremoorden, veroordelingen zonder enige vorm van proces, gedwongen huwelijken zijn voor vele vrouwen droeve werkelijkheid. Geweld op vrouwen, binnen en buiten het gezin, komt veelvuldig voor en blijft nog steeds ongestraft. Vrouwen worden bedreigd, lastiggevallen, verkracht of vermoord omdat ze niet doen wat mannen zeggen, omdat ze opkomen voor hun rechten, omdat ze naar school gaan, omdat ze gaan werken, omdat ze geen burka dragen ... Vrouwen die opkomen voor rechten van vrouwen worden frequent met de dood bedreigd. Onveiligheid en geweld vormen één van de belangrijkste obstakels voor de verwezenlijking van de mensenrechten van vrouwen.

Meer dan twee jaar na de val van de taliban is er voor de meeste Afghaanse vrouwen nauwelijks iets

femmes afghanes; leurs droits et libertés fondamentales sont toujours systématiquement violés à grande échelle. Mais, aujourd’hui, elles espèrent qu’elles pourront connaître une vie meilleure. Cet espoir n’est pas infondé, les germes nécessaires ont été semés, mais l’Afghanistan est l’un des pays les plus pauvres du monde.

Vingt-trois ans de guerre ont laissé le pays en ruine et quasi totalement dépendant de l’aide étrangère, laquelle ne s’est organisée que lentement, est insuffisante et est surtout limitée aux villes. La faim, la maladie, les privations et le manque de tout menacent la vie de milliers d’Afghans, mais ce sont les veuves et les femmes seules qui sont confrontées aux situations les plus pénibles. Il n’est pas évident pour les femmes d’aller travailler, étant donné qu’elles n’ont pas ou pas beaucoup d’expérience professionnelle et, qu’il y a peu de travail, en tout cas pour les femmes non qualifiées. Il y a en outre la discrimination et la violence. Pour ces femmes, la grande différence par rapport à l’époque des talibans c’est qu’elles ont maintenant la liberté de mendier.

La pauvreté et le désarroi de la population, mais aussi la position inférieure des femmes dans la société, se reflète dans les chiffres, qui sont impitoyables.

— L’espérance de vie moyenne des hommes est de 47 ans et celle des femmes, seulement de 45 ans. Dans le monde entier, l’âge moyen des femmes est supérieur à celui des hommes. Cela en dit long sur la pénibilité des conditions de vie des femmes afghanes.

— Le taux de mortalité maternelle est le deuxième du monde. En moyenne, 1 600 femmes sur 100 000 meurent en couches, mais dans les zones rurales, ce chiffre peut aller jusqu’à 6 500 femmes sur 100 000. Chaque année, environ 15 000 femmes meurent en couches. En Belgique, ce chiffre est de 8 pour 100 000.

— Personnel médical : en 2002, il y avait en Afghanistan moins de 3 000 médecins, dont 28 % de femmes, et moins de 500 sages-femmes (pour une population d’environ 23 millions de personnes).

— Papiers d’identité : 2 % des femmes seulement ont des papiers d’identité personnels qui confirmant leur citoyenneté. Cela pourrait avoir des conséquences importantes pour les prochaines élections.

Depuis les négociations de paix qui ont eu lieu à Bonn en décembre 2001, les pays occidentaux ont promis d’investir dans le développement du pays et dans les droits humains des femmes, mais les Afghans ont peur, car ils craignent que le monde les abandonne une nouvelle fois. Les signes sont inquiétants. L’aide internationale à la reconstruction du pays a été maigre jusqu’ici et reste maigre. CARE international a calculé que l’aide à la reconstruction fournie par les donateurs s’élève en moyenne à 250 dollars par personne et par an.

veranderd en worden hun mensenrechten en fundamentele vrijheden nog steeds systematisch en op grote schaal geschonden. Maar vandaag hebben zij hoop op een beter leven. Deze hoop is niet ongegrond, de kiemen zijn gezaaid maar Afghanistan is één van de armste landen ter wereld.

Drieëntwintig jaar oorlog hebben het land in puin achtergelaten en quasi volledig afhankelijk gemaakt van buitenlandse hulp. Deze hulp is echter langzaam op gang gekomen, vooral beperkt tot de steden en onvoldoende. Honger, ziekte, ontbering en gebrek aan alles bedreigen het leven van duizenden Afghanen, maar vooral weduwen en alleenstaande vrouwen hebben het hard te verduren. Gaan werken is voor vrouwen niet evident, zij hebben weinig of geen beroepservaring en er is weinig werk, zeker voor ongeschooldde vrouwen. Daarbij komt nog de discriminatie en geweld. Het grote verschil met de tijd van de taliban voor deze vrouwen is dat ze nu vrij zijn om te bedelen.

De armoede en ontreddering van de bevolking, maar ook de ondergeschikte positie van de vrouwen in de samenleving laat zich aflezen in harde cijfers :

— Gemiddelde levensverwachting : mannen worden 47 jaar, vrouwen 45 jaar. Over de hele wereld ligt de gemiddelde leeftijd van vrouwen hoger dan die van mannen. Dat zegt veel over de penibele levensomstandigheden van Afghaanse vrouwen.

— De moedersterfte is de tweede hoogste ter wereld. Gemiddeld sterven 1 600 vrouwen op 100 000 in het kraambed, maar op het platteland kan dit cijfer oplopen tot 6 500 op 100 000. Jaarlijks sterven ongeveer 15 000 vrouwen in het kraambed. In België is dit cijfer 8 op 100 000.

— Medisch personeel : in 2002 waren in Afghanistan minder dan 3 000 dokters, waarvan 28 % vrouwen en minder dan 500 vroedvrouwen (voor een bevolkingsaantal van ca. 23 miljoen).

— Identiteitspapieren : slechts 2 % van de vrouwen heeft eigen identiteitspapieren die hun burgerschap bevestigen. Dit kan belangrijke gevolgen hebben voor de komende verkiezingen.

Sinds de vredesbesprekingen in Bonn in december 2001 hebben de Westerse landen beloofd om te investeren in de ontwikkeling van het land en in mensenrechten van vrouwen. De Afghanen vrezen echter dat de wereld hen weer in de steek zal laten. De tekenen zijn verontrustend. De internationale steun voor de heropbouw van het land was en is schaars. CARE international berekende dat donateurs voor heropbouw gemiddeld 250 dollar per persoon per jaar aan hulp geven.

L'Afghanistan a reçu moins d'un quart de ce montant — moins de 61 dollars. En comparaison de l'Irak, l'Afghanistan est encore plus mal loti. En 2003, 26 milliards de dollars ont été débloqués pour la reconstruction de l'Irak. L'Afghanistan a reçu moins d'un milliard de dollars.

Si l'on souhaite donner une chance à la paix et aux femmes en Afghanistan, il faut d'urgence investir davantage, tout en privilégiant le long terme, dans la sécurité et le développement du pays. La Belgique a elle aussi une responsabilité en la matière: il est vrai que sa contribution en 2002, soit environ 36 millions d'euros répartis sur 5 ans, est consacrée à des projets en faveur des femmes, mais ce montant est plus que modique. Tout porte à croire que notre gouvernement n'est guère disposé à investir davantage et qu'au cours de la prochaine conférence des donateurs à Berlin, nous ferons la sourde oreille.

Le Nederlandstalige Vrouwenraad demande que le gouvernement belge renouvelle et intensifie son engagement en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan. Ce pays doit obtenir de préférence le statut de partenaire, mais la Belgique pourrait au moins dégager de nouveaux budgets spéciaux pour des projets visant à améliorer la position des femmes et des jeunes filles dans le pays.

Vu l'insécurité permanente et même croissante qui sévit dans le pays, le NVR demande que l'on mette fin à la politique de retour prévue pour les Afghans. Renvoyer des femmes en Afghanistan dans les conditions actuelles constitue une violation directe de leurs droits et libertés fondamentaux.

Concrètement, le NVR demande également que l'on soutienne le projet «La maison des femmes à Istalif»: des moyens financiers pour optimiser le fonctionnement de la maison des femmes, la faculté d'utiliser les moyens de transport de l'armée pour qu'elles puissent recevoir les secours sur place et, si c'est possible, une aide humanitaire pour le projet et pour les villageois.

3. Exposé de Mme Jennie Vanlerberghe, représentante de *Moeders voor vrede*

Aller construire une maison des femmes à 40 km au nord de Kaboul, c'est évidemment un projet un peu fou. Cette idée est née après un voyage en Afghanistan auquel Mme Vanlerberghe a participé à l'invitation de l'organisation française «Mères pour la paix». Là-bas, elle s'est rendu compte de ce que vivent les Afghanes et de l'avenir qui les attend, non seulement à Kaboul mais aussi dans les provinces. Istalif a une situation très intéressante car on peut y aller chaque jour depuis Kaboul avec les docteurs et les professeurs, d'une part, et d'autre part parce qu'après leur formation, les habitants d'Istalif pourront facilement se rendre à Kaboul pour travailler.

Afghanistan heeft minder dan 1/4 van het bedrag — minder dan 61 dollar — gekregen. In vergelijking met Irak komt Afghanistan nog er slechter van af. In 2003 werd voor de heropbouw van Irak 26 miljard dollar vrijgemaakt. Afghanistan kreeg minder dan 1 miljard dollar.

Als men de vrede en vrouwen in Afghanistan een kans wil geven moet er dringend meer en ook op lange termijn geïnvesteerd worden in de veiligheid en in ontwikkeling van het land. Ook België heeft hierin een verantwoordelijkheid: de bijdrage van België in 2002, ongeveer 36 miljoen euro gespreid over 5 jaar is wel goed besteed aan genderprojecten maar dit bedrag is meer dan schamel. En naar verluidt is onze regering weinig bereid om meer te investeren en zullen wij tijdens de komende donorconferentie in Berlijn net als Pilatus destijsd onze handen in onschuld wassen.

De Nederlandstalige Vrouwenraad vraagt een hernieuwd en groter engagement van de Belgische regering voor de heropbouw van Afghanistan. Afghanistan moet bij voorkeur een partnerland worden, maar minstens zou België opnieuw bijzondere budgetten moeten vrijmaken voor projecten gericht op de verbetering van de positie van vrouwen en meisjes in het land.

Gezien de blijvende, zelfs toenemende onveiligheid in het land, vraagt de NVR om het geplande terugkeerbeleid voor Afghanen te stoppen. Vrouwen nu onder deze voorwaarden terugsturen betekent een directe schending van hun fundamentele rechten en vrijheden.

Concreet vraagt de NVR ook steun voor het project «Het vrouwenhuis in Istalif»: financiële middelen voor de uitbouw van de werking van het vrouwenhuis, de mogelijkheid om gebruik te maken van de transportfaciliteiten van het leger zodat ze de hulpgoederen ter plaatse kunnen krijgen, en als het even kan, humanitaire hulpgoederen voor het project en voor de dorpelingen.

3. Uiteenzetting van mevrouw Jennie Vanlerberghe, vertegenwoordigster van *Moeders voor vrede*

Een vrouwenhuis bouwen 40 kilometer ten noorden van Kaboel is uiteraard een beetje een gek idee. Het is ontstaan na een reis in Afghanistan waaraan mevrouw Vanlerberghe heeft deelgenomen op uitnodiging van de Franse organisatie «Mères pour la paix». Ginds is zij zich bewust geworden van wat de Afghaanse vrouwen meemaken en van hun toekomstperspectieven, niet alleen in Kaboel maar ook in de provincies. Istalif is heel goed gelegen omdat het dagelijks vanuit Kaboel te bereiken is met dokters en professoren en omdat de inwoners van Istalif na hun opleiding makkelijk in Kaboel kunnen komen werken.

Les associations ont acheté là-bas un terrain et construit un grand bâtiment pour un coût de 90 000 dollars. Cette construction a été financée à 70% par la Belgique et 30% par la France. En principe, 50 000 euros doivent être octroyés par le gouvernement belge mais seule la moitié a été payée jusqu'à présent. Le reste a été collecté par le Vrouwenraad et Moeders voor vrede.

A Istalif, il n'y a ni radio, ni télévision, ni électricité. Il n'y a pas de docteur, de sage-femme, de pharmacien ou d'infirmier. Tout cela a été apporté par le projet. Des cours d'alphabétisation sont donnés aux femmes de onze à quatre-vingts ans. Une infirmière vient chaque jour, un médecin une fois par semaine, et maintenant aussi une gynécologue. Cette dernière parle aux femmes et leur donne des conseils car il ne faut pas imaginer que ces femmes seraient prêtes à se déshabiller et se laisser examiner.

Tout cela constitue un apport pour ces femmes, mais très concrètement, il faut veiller à ce qu'elles puissent devenir indépendantes sur le plan économique. Des ateliers ont donc été mis sur pied avec des machines à coudre et à broder. Récemment, un four a été installé dans lequel elles peuvent cuire des pâtisseries. Le produit de ces activités peut ensuite être vendu au marché.

Ce dernier aspect est fondamental à cause de la culture dans laquelle on se trouve. Si les femmes rentrent à la maison avec un peu d'argent, avec de la nourriture ou des choses qu'elles ont réalisées, elles peuvent revenir le jour suivant à l'école, à l'atelier ou voir le médecin.

Moeders voor vrede et le NVR demandent un soutien financier, de manière à pouvoir développer leur initiative à Istalif. Trouver le financement nécessaire demande d'énormes efforts à ces associations et il leur faut parfois bien du courage pour continuer. Le projet est sur les rails, il faut maintenant lui donner la possibilité de durer.

4. Échange de vues

M. Willems se dit très sensible à la question des droits humains. Lors de la chute des talibans, il a pu constater que les mouvements de femmes avaient joué un grand rôle en Afghanistan, y compris sous le régime des talibans et il exprime son admiration pour le courage et la force de ces femmes. Depuis lors, l'intérêt pour l'Afghanistan a diminué et le pays n'occupe plus la première place dans les médias. Dans ces circonstances, l'initiative de la maison des femmes à Istalif est à souligner.

Le projet concernant la maison des femmes à Istalif a été entrepris par des associations de femmes mais beaucoup de problèmes dans la société afghane se posent autant pour les hommes que pour les femmes.

De verenigingen hebben daar een stuk grond gekocht en een groot gebouw opgetrokken voor een kostprijs van 90 000 dollar. Dit gebouw is voor 70% door België gefinancierd en voor 30% door Frankrijk. In principe heeft de Belgische regering 50 000 euro toegezegd, maar momenteel is daarvan slechts de helft betaald. De rest is door de Vrouwenraad en Moeders voor vrede ingezameld.

In Istalif zijn geen radio's, televisies of elektriciteit. Er zijn geen dokters, vroedvrouwen, apothekers of verplegers. Het project heeft voor dat alles gezorgd. Er worden alfabetiseringscursussen gegeven aan vrouwen van elf tot tachtig jaar. Er komt dagelijks een verpleegster en wekelijks een arts, en nu ook een gynaecoloog. Die laatste praat met de vrouwen en geeft hen raad. Er is echter geen sprake van dat de vrouwen zich zouden uitkleden en laten onderzoeken.

Dit alles is zeker een steun voor de vrouwen, maar er moet zeer concreet worden gezorgd dat zij economisch onafhankelijk kunnen worden. Er zijn daarom ateliers opgericht met naai- en borduurmachines. Onlangs is een oven geïnstalleerd waarin zij gebak kunnen bakken. De producten die daaruit voortkomen, worden dan op de markt verkocht.

Vanwege de heersende cultuur in Afghanistan, is dat laatste een fundamenteel aspect. Als de vrouwen naar huis komen met een beetje geld, met voedsel of met dingen die ze hebben gemaakt, mogen ze de volgende dag terugkeren naar de school, het atelier of de dokter.

Moeders voor vrede en de Nederlandstalige Vrouwenraad vragen financiële steun zodat zij hun initiatief in Istalif nog kunnen uitbouwen. De verenigingen moeten enorme inspanningen doen om het nodige geld te vinden en er is soms veel moed voor nodig om door te zetten. Het project is nu opgezet en nu moeten de nodige middelen worden gevonden om het te laten voortduren.

4. Gedachtwisseling

De heer Willems zegt erg gevoelig te zijn voor de kwestie van de mensenrechten. Bij de val van het Talibanregime heeft hij vastgesteld dat de vrouwenbewegingen in Afghanistan een grote rol hebben gespeeld, zelfs onder de Taliban. Hij bewondert dan ook de moed en de kracht van deze vrouwen. Sedertdien is de aandacht voor Afghanistan verslapten en staat het land niet meer op de voorgrond in de media. In die omstandigheden moet het initiatief voor een vrouwenhuis in Istalif in de verf worden gezet.

Vrouwenverenigingen hebben het project voor het vrouwenhuis in Istalif opgestart, maar in de Afghaanse samenleving hebben zowel mannen als vrouwen te kampen met heel wat problemen. Er is eigen-

De manière générale, il y a une classe dominante et une classe d'opprimés dans laquelle se retrouvent aussi les hommes. Il y a également une classe criminelle vivant du trafic de drogue.

Le défi actuel consiste donc à reconstruire toute une société qui a souffert pendant plus de vingt ans avec l'invasion soviétique, puis le régime des talibans, et au sein de laquelle la jeune génération n'a jamais connu la paix. Pour le membre, l'essentiel réside dès lors dans la formation et l'éducation afin que les changements viennent des Afghans eux-mêmes. Dans ces circonstances, les femmes peuvent jouer un rôle important. C'est pourquoi il faut leur donner les moyens de travailler et de se défendre.

Dans la reconstruction d'un pays, ce sont naturellement toujours les aspects économiques qui intéressent les pays donateurs. Il faut veiller à ce que l'on puisse aussi dégager de l'argent pour des projets tels que celui de *Moeders voor vrede*. Le sénateur espère en tout cas que le mouvement des femmes sera entendu.

Mme de Bethune estime qu'il faut réfléchir à la façon concrète dont on peut contribuer à la durabilité du projet. Des associations de femmes et des femmes, individuellement, ont été à l'origine du projet. Elles ont obtenu le soutien du gouvernement et de l'administration pour son lancement. Maintenant il faut considérer la situation à moyen et long terme.

Faire de l'Afghanistan un pays partenaire de la coopération internationale paraît assez difficile mais il est possible de donner des garanties et d'accorder un soutien structurel à des projets tels que celui d'Istalif. Un financement du gouvernement a-t-il été prévu pour le fonctionnement de la maison? Y a-t-il un contrat de financement sur plusieurs années avec la Direction générale de la Coopération au Développement et quel est le montant de ce financement?

Le Comité d'avis pour l'égalité des chances doit en tout cas plaider pour que le soutien au projet soit ancré dans le programme de l'administration belge. De nombreux projets en Belgique sont cofinancés par la DGCD. Il s'agit d'un cofinancement, c'est-à-dire que le projet doit aussi être financé par d'autres fonds. Le projet d'Istalif s'inscrit tout à fait dans cette dynamique puisqu'il fonctionne grâce à des fonds récoltés par les associations de femmes. Le Comité d'avis doit persuader l'administration de dégager des subventions pour l'avenir.

Les auteurs du projet ont-elles un plan stratégique pour les deux ou cinq années à venir? Comment vont-elles continuer à développer le projet? Ont-elles une estimation du budget nécessaire pour qu'il puisse fonctionner de manière professionnelle?

Pour assurer l'indépendance économique des femmes, envisage-t-on d'utiliser des micro-crédits?

lijk een dominerende klasse en een verdrukte klasse, waar ook mannen deel van uitmaken. Daarnaast is er een criminale klasse dieleeft van de drugshandel.

Momenteel is de uitdaging het heropbouwen van een samenleving die meer dan twintig jaar geleden heeft, eerst onder de Sovjet-invasie en later onder de Taliban en waarin de jongerengeneratie nooit vrede heeft gekend. Het lid meent dat ook dat de sleutel op-leiding en onderwijs is, zodat de veranderingen van de Afghanen zelf kunnen komen. In die omstandigheden kunnen vrouwen een belangrijke rol spelen. Zij moeten dan ook kunnen werken en zich verdedigen.

Bij de heropbouw van een land zijn de donorlanden uiteraard geïnteresseerd in de economische kant. Er moet ook voor worden gezorgd dat projecten als dat van Moeders voor vrede, geld krijgen. De senator hoopt in ieder geval dat de vrouwenbeweging zal worden gehoord.

Mevrouw de Bethune meent dat moet worden nagedacht over hoe er concreet kan worden bijgedragen tot de duurzaamheid van het project. Vrouwenorganisaties en vrouwen lagen aan de basis van dit project. Zij hebben de steun van de regering en de overheid verkregen voor het opstarten ervan. Nu moet worden gedacht over de middellange en lange termijn.

Het lijkt niet eenvoudig om van Afghanistan een partnerland voor internationale samenwerking te maken, maar er kunnen wel waarborgen en structurele steun worden gegeven aan projecten als dat in Istalif. Heeft de regering geld uitgetrokken voor de financiering van het huis? Is er een financieringscontract voor meerdere jaren met de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking en voor welk bedrag?

Het Adviescomité voor gelijke kansen moet er in elk geval voor pleiten dat het programma van de Belgische overheid voorziet in steun voor dit project. Vele Belgische projecten worden gecofinancierd door de DG-ontwikkelingssamenwerking. Cofinanciering betekent dat het project ook met andere fondsen moet worden gefinancierd. Het project in Istalif past helemaal in die dynamiek omdat het werkt dankzij fondsen die de vrouwenverenigingen hebben ingezameld. Het Adviescomité moet de overheid overhalen om in de toekomst subsidies vrij te maken.

Hebben de initiatiefnemers van dit project een strategisch plan voor de komende jaren? Hoe gaan ze het project verder ontwikkelen? Kunnen ze inschatten welk budget nodig zal zijn om het professioneel en met succes aan te pakken?

Overweegt men ook het gebruik van microkredieten om de vrouwen economisch onafhankelijk te maken?

La sénatrice rappelle que le Comité d'avis pour l'égalité des chances a des liens particuliers avec l'Afghanistan car, en décembre 2001, il avait organisé en collaboration avec Unifem une réunion spéciale, dans l'hémicycle du Sénat, avec une délégation de femmes afghanes qui participaient à la table ronde des Nations-Unies et du gouvernement belge à Bruxelles (Voir doc. Sénat, 2001-2002, n° 981/1). La réunion d'aujourd'hui s'inscrit donc dans une certaine continuité dans le suivi de la situation des femmes en Afghanistan. Il faut continuer dans ce sens en prévoyant, par exemple, une réunion annuelle sur le sujet. Il serait intéressant aussi qu'une délégation de sénateurs accompagne les organisations de femmes lors de la prochaine visite à Istalif de manière à rédiger un rapport de terrain.

Enfin, l'oratrice suggère d'inviter un membre de la DGCD afin d'avoir une idée de la manière dont l'argent octroyé par la Belgique est utilisé en Afghanistan, notamment pour quel type de projets.

Mme Vienne s'interroge sur l'impact de la dimension culturelle sur la situation des femmes. On tente souvent de justifier des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes au nom de la culture du pays. Or, certaines pratiques culturelles sont tout simplement inacceptables au regard des droits humains. Dans quelle mesure le travail que mènent les organisations de femmes sur le terrain réussit-il à modifier cette perception culturelle? D'autre part, quelle est la hiérarchie des normes juridiques? La charia prévaut-elle sur les lois consacrant l'égalité?

Mme Vanlerberghe répond que dans une zone comme Istalif, il est évident qu'on ne peut pas faire abstraction de la culture des habitants. C'est précisément parce qu'elles en ont particulièrement tenu compte qu'elle-même et ses collègues ont réussi à construire la maison des femmes là-bas. Dans les cours qu'elles donnent, elles essaient de faire prendre conscience aux femmes de leurs droits, sans choquer. De même, pour introduire une limitation des naissances, il faut y aller très progressivement, convaincre les femmes qu'elles ne sont pas obligées de mettre au monde un enfant tous les neuf mois et que des moyens existent pour éviter cela. Il faut attendre ensuite la réaction des hommes, et c'est seulement si celle-ci est modérée qu'on peut aller plus loin. Il faut agir avec beaucoup de prudence et de bon sens. Les femmes sont demandeuses, mais elles ne sont pas forcément ouvertes à toutes les nouveautés, il ne faut donc pas les brusquer non plus.

Mme Hachemi explique que, selon la Constitution afghane, les Afghans doivent respecter l'islam en tant que religion principale du pays mais qu'il n'est pas consacré comme la religion d'Etat. C'est un grand pas pour un pays musulman.

De senator herinnert eraan dat het Adviescomité voor gelijke kansen bijzondere banden heeft met Afghanistan omdat in december 2001 in samenwerking met Unifem in het halfronde van de Senaat een bijzondere vergadering is gehouden met een delegatie van Afghaanse vrouwen die deelnamen aan de rondetafel van de Verenigde Naties en van de Belgische regering in Brussel (zie stuk Senaat, 2001-2002, nr. 981/1). De vergadering van vandaag getuigt van het streven om de situatie van de vrouwen in Afghanistan van nabij te blijven volgen. Dat moet in de toekomst ook blijven gebeuren, bijvoorbeeld via een jaarlijkse vergadering over dit onderwerp. Het zou ook interessant zijn als een delegatie van senatoren de vrouwenorganisaties zou kunnen vergezellen bij hun volgende bezoek aan Istalif om een verslag uit te kunnen uitbrengen over de situatie ter plekke.

Ten slotte stelt spreekster voor een lid van de DG-Ontwikkelingssamenwerking uit te nodigen zodat die zich een beeld kan vormen van de manier waarop het door België toegekende geld in Afghanistan wordt gebruikt, en met name voor welk type van projecten.

Mevrouw Vienne heeft vragen bij de impact van de culturele dimensie op de situatie van de vrouwen. Vaak worden discriminerende praktijken ten opzichte van vrouwen goedgepraat op basis van de cultuur van het land. Bepaalde culturele praktijken zijn echter gewoon niet te rijmen met de mensenrechten. Slagen de vrouwenorganisaties er met hun activiteiten ter plaatse in om de culturele perceptie te wijzigen? Hoe zit het met de hiërarchie van de rechtsnormen? Heeft de sharia voorrang op de wetten die de gelijkheid bekraftigen?

Mevrouw Vanlerberghe antwoordt dat men in een regio als Istalif onmogelijk abstractie kan maken van de cultuur van de bewoners. Haar collega's en zij zijn er enkel in geslaagd om ginds een vrouwenhuis te bouwen doordat ze heel erg rekening hielden met die cultuur. In de cursussen die ze geven trachten zij de vrouwen bewust te maken van hun rechten zonder hen te choqueren. Het idee van geboortebeperking moet men bijvoorbeeld heel geleidelijk aankaarten door de vrouwen ervan proberen te overtuigen dat zij niet om de negen maanden een kind op de wereld moeten zetten en dat er middelen zijn om dat te voorkomen. Dan moet men de reactie van de mannen afwachten en alleen als die gematigd is, kan men verdergaan. Men moet heel voorzichtig te werk gaan en met veel realiteitszin. De vrouwen zijn vragende partij maar staan niet altijd open voor alle nieuwigheden. Men mag hen dus niet bruuskeren.

Mevrouw Hachemi verklaart dat de Afghanen volgens hun Grondwet de islam moeten eerbiedigen als voornaamste godsdienst van het land maar dat de islam niet tot staatsgodsdienst is uitgeroepen. Dat is een belangrijke stap voor een moslimland.

Sur le terrain, un projet ne peut fonctionner que si l'on implique le gouvernement et les autorités locales. Si les habitants du village et les autorités locales reprennent le projet à leur compte, il continuera même si ses initiateurs ne sont plus là. Aujourd'hui, même le ministère de la Condition féminine ne dispose pas du budget nécessaire pour étendre son action dans les campagnes afghanes. Un budget a été octroyé via des organisations telles que Unifem ou Unicef, mais le projet devrait venir du gouvernement lui-même. Actuellement, le ministère étend ses activités sous la bannière d'Unifem. Or, le ministère existe, est reconnu au plan international et devrait fonctionner avec son propre budget.

Le gouvernement central n'est pas fort. Les ministères n'ont ni budget de fonctionnement, ni ressources humaines. Les seules personnes ayant un certain niveau d'éducation et parlant quelques mots d'anglais sont recrutées par d'autres organisations moyennant un salaire vingt fois supérieur à celui d'un haut fonctionnaire.

La Belgique a joué un rôle important pour les droits de la femme en Afghanistan. A l'époque des talibans, des femmes afghanes ont pu venir s'exprimer à des tables rondes organisées par la Belgique. La précédente ministre de l'Égalité des chances, Mme L. Onkelinx, s'est rendue en Afghanistan où elle a eu le courage de sortir de Kaboul et de visiter les campagnes. Mme M. Van Dooren, directeur général de la DGCD, est très impliquée dans la cause des femmes afghanes. Pourquoi dès lors ne pas confier à la Belgique le leadership en matière de droits de la femme, comme l'Allemagne a le leadership pour la formation de la police, le Royaume-Uni pour les questions relatives à la drogue, l'Italie pour les questions juridiques ? Ce leadership permettrait de coordonner toutes les actions en faveur des droits de la femme en Afghanistan et de donner une ligne directrice à la politique en la matière au niveau européen. Avec sa connaissance du terrain et les actions qu'elle a déjà menées, la Belgique est le pays le mieux placé pour exercer ce leadership.

Pendant l'invasion soviétique, les communistes retiraient de force les femmes des campagnes pour les envoyer à l'école. C'était un changement trop radical. Les talibans sont également allés trop vite et ils ont complètement supprimé la femme de la vie sociale en Afghanistan. Résultat, on a reculé de cent ans. C'est pourquoi le gouvernement aujourd'hui, aussi ouvert soit-il, ne peut pas aller trop loin. Les droits de la femme sont certes universels, mais il faut respecter la culture. On ne peut imposer un projet « européen » en pleine campagne afghane.

Si certaines choses choquent, il faut être conscient malgré tout que la société a déjà énormément évolué.

In de praktijk kan een project niet lukken als men de regering en de plaatselijke overheden er niet bij betrekt. Als de dorpsbewoners en de plaatselijke overheden het project overnemen, zal het blijven voortbestaan zelfs als de initiatiefnemers er niet meer zijn. De minister van Vrouwenzaken beschikt momenteel niet over de nodige fondsen om ook op het Afghaanse platteland op te treden. Organisaties zoals Unifem of Unicef hebben voor middelen gezorgd maar uiteindelijk zou het initiatief van de regering zelf moeten komen. Momenteel ontplooit het ministerie zijn activiteiten onder de vlag van Unifem. Het ministerie bestaat en is internationaal erkend. Het zou dus een eigen budget moeten hebben.

De centrale regering is zwak. De ministeries hebben geen werkingsmiddelen en geen personeel. De weinige mensen die enig opleidingsniveau hebben en een beetje Engels spreken, worden door andere organisaties aangeworven en krijgen dan een salaris dat twintig keer hoger ligt dan dat van een hoge ambtenaar.

België heeft een belangrijke rol gespeeld met betrekking tot de vrouwenrechten in Afghanistan. Ten tijde van de Taliban konden de Afghaanse vrouwen komen spreken op de rondetafels die door België zijn georganiseerd. De vorige minister voor de GelijkeKansen, mevrouw L. Onkelinx, is naar Afghanistan gegaan en had de moed om Kaboel te verlaten en ook het platteland te bezoeken. Mevrouw Van Doren, directeur-generaal van de DG-Ontwikkelings-samenwerking is erg betrokken bij de kwestie van de Afghaanse vrouwen. Waarom zou België dan niet het leadership inzake de rechten van de vrouw op zich nemen, zoals Duitsland het leadership bekleedt voor de opleiding van de politie, het Verenigd Koninkrijk voor drugs en Italië voor juridische kwesties. Dat leadership maakt het mogelijk om alle acties ten voordele van de vrouwenrechten in Afghanistan te coördineren en de krachtlijnen vast te stellen met betrekking tot het Europees beleid ter zake. Met zijn praktijkervaring en de acties die het reeds heeft gevoerd, is België het meest geschikte land om het leadership op zich te nemen.

Ten tijde van de Sovjetinvasie haalden de communisten de vrouwen met geweld van het platteland om hen naar school te sturen. Dat was een te abrupte verandering. De Taliban zijn ook te snel gegaan en hebben het sociale leven van de vrouw in Afghanistan volledig afgeschaft. Dat was een terugkeer naar honderd jaar voordien. Daarom wil de regering vandaag niet te ver gaan, ook al staat zij wel meer open voor de wereld. De rechten van de vrouw zijn uiteraard universeel, maar de cultuur moet toch ook gerespecteerd worden. Er kan niet zomaar een « Europees » project worden opgedrongen op het Afghaanse platteland.

Ook al zijn bepaalde zaken choquerend, toch moet iedereen beseffen dat die samenleving al heel wat

Le combat doit continuer et les changements ne pourront se faire que grâce à l'éducation des hommes et des femmes. Aussi longtemps que la femme n'a pas un certain niveau d'éducation, elle ne peut se défendre contre l'homme qui veut lui imposer quelque chose au nom de la religion.

Des élections vont avoir lieu au mois de septembre. Des organisations internationales envoient des hommes dans les campagnes pour expliquer en quoi consistent le droit de vote et les élections. Mais dans les provinces, les femmes n'oseront pas s'exprimer ou n'iront pas à ce genre de réunion en présence d'hommes étrangers. Or, aucun groupe de femmes n'est préparé à aller dans les campagnes expliquer aux femmes en quoi consistent ces élections. Si l'on ne s'implique pas vraiment dans la culture du pays, le projet n'atteindra pas l'objectif poursuivi.

Il y a en Europe beaucoup de femmes afghanes de la diaspora qui peuvent être impliquées dans les projets d'initiative européenne. Dans l'envoi d'experts en Afghanistan, il faudrait donner la priorité aux Afghans.

À la question du budget nécessaire pour le fonctionnement de la maison, Mme Poppe répond en avançant un chiffre minimal de 72 000 euros par an. Cette estimation se fonde sur l'expérience et correspond aux frais de rémunération, au coût des médicaments, du matériel pour l'enseignement, de l'entretien de la maison. Des gens capables ont été trouvés parmi la population locale, ce qui est très difficile. Les salaires augmentent. En gros, une centaine de milliers d'euros devrait suffire par an. On a veillé à ce que la maison commence à produire car l'objectif est d'arriver progressivement à ce qu'elle s'autofinance.

Ce budget est évidemment un minimum car les besoins sont énormes. Quand on commence à distribuer des médicaments, un millier de personnes se présentent. La maison des femmes est le seul endroit où les villageois peuvent obtenir de l'assistance.

Mme Vanlerberghe insiste sur le fait qu'elles travaillent sur place avec du personnel afghan. Ils offrent aux habitants d'Istalif et des environs la possibilité de trouver du travail.

Mme Poppe explique que, grâce à l'intervention de la ministre de l'Egalité des chances de l'époque, elles ont obtenu une subvention unique de 50 000 euros sur base de la ligne budgétaire « Diplomatie préventive — Prévention des conflits ». Jusqu'à présent, elles n'en ont reçu que la moitié. Des factures étaient nécessaires, ce qui n'est pas évident à obtenir en Afghanistan. Pour le reste, le financement provient d'actions de leurs bénévoles, des autres associations, et de manière générale, de la solidarité des organisations de femmes en Flandre. En un an environ, elles ont récolté 75 000 euros. Certaines personnes mènent aussi des actions à titre individuel.

voortgang heeft geboekt. De strijd moet worden voortgezet en veranderingen kunnen er alleen maar komen als zowel mannen als vrouwen worden opgeleid. Zolang een vrouw niet een bepaald scholingsniveau heeft, kan zij zich niet verdedigen tegen een man die haar iets wil opleggen in naam van de godsdienst.

In september worden er verkiezingen gehouden. Internationale organisaties sturen mannen naar het platteland om te gaan uitleggen wat stemrecht en verkiezingen precies zijn. In de provincies durven vrouwen echter geen mening geven of naar vergaderingen gaan waar buitenlandse mannen aanwezig zijn. Er worden echter geen vrouwen voorbereid om op het platteland aan vrouwen uitleg te gaan geven over de verkiezingen. Als men te weinig rekening houdt met de cultuur van het land, zal het project zijn doel niet bereiken.

Heel wat Afghaanse vrouwen die in de diaspora leven, wonen in Europa en kunnen bij Europese projecten worden betrokken. Als er experts naar Afghanistan worden gestuurd, moeten dat bij voorkeur Afghanen zijn.

Mevrouw Poppe zegt dat voor de werking van het huis ten minste 72 000 euro per jaar nodig is. Die schatting wordt gebaseerd op de ervaring en omvat lonen, medicijnen, onderwijsmateriaal, onderhoud van het huis. Bij de lokale bevolking zijn bekwame mensen gevonden, wat niet eenvoudig is. De lonen stijgen. Honderdduizend euro per jaar zou moeten volstaan. Er is op toegezien dat het huis bepaalde producten vervaardigt, aangezien het op termijn self-supporting moet worden.

Dat budget is uiteraard een minimum, aangezien de noden erg hoog zijn. Als er geneesmiddelen worden uitgedeeld, staan er duizend mensen klaar. Het vrouwenhuis is de enige plaats waar de dorpsbewoners hulp kunnen krijgen.

Mevrouw Vanlerberghe benadrukt het feit dat er ter plaatse wordt gewerkt met Afghaanse personeel. Zij bieden de inwoners van Istalif en omgeving de mogelijkheid om werk te vinden.

Mevrouw Poppe legt uit dat dankzij de toenmalige minister voor Gelijke Kansen een eenmalige subsidie van 50 000 euro werd ingeschreven op de begrotingspost « Preventie diplomatie — conflictpreventie ». Tot nog toe hebben zij slechts de helft gekregen. Er waren facturen nodig, maar die zijn in Afghanistan niet makkelijk te verkrijgen. De rest van het budget komt van acties van vrijwilligers, van andere organisaties en van vrouwenorganisaties in Vlaanderen die solidair zijn. Die hebben in een jaar tijd ongeveer 75 000 euro ingezameld. Sommige mensen voeren ook individuele acties.

Un deuxième dossier a été introduit pour recevoir des subventions du ministère de la Coopération au Développement. Ce dossier a reçu un avis très positif du «desk Asie» de la DGCD mais il n'a pas encore reçu de réponse du ministre jusqu'à présent.

Si l'on veut un financement durable et structurel, il faut envisager d'autres pistes.

Mme Pehlivan, présidente, conclut qu'il ressort très clairement de ces exposés que la Belgique peut jouer un rôle important dans la lutte pour l'amélioration de la condition des femmes en Afghanistan. Le sujet mérite d'être approfondi pour arrêter des lignes d'action concrètes.

III. AUDITION DE REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

1. Exposé de Mme Marion Van Offelen, experte genre à la Direction générale de la Coopération au développement (DGCD)

Mme Van Offelen s'est beaucoup occupée de la coopération avec l'Afghanistan à partir de 2001, alors que la Belgique exerçait la présidence du Conseil de l'Union européenne. Lors de la table ronde organisée à Bruxelles en collaboration avec Unifem, le gouvernement belge a pris un engagement très ferme en faveur de la lutte pour les droits des femmes afghanes.

Lors de la première conférence de Tokyo en février 2002, la Belgique a réaffirmé sa volonté d'appuyer le processus de démocratisation et d'agir en faveur de la promotion de la femme afghane. Elle a promis un budget de 30 700 000 euros pour la reconstruction de l'Afghanistan pour les cinq années suivantes.

La dimension égalité entre hommes et femmes a été appliquée dans toutes les interventions, avec, en outre, une sélection des secteurs d'intervention en fonction des priorités pour les femmes, telles qu'elles avaient été formulées dans le «Brussels Action Plan» (1) en décembre 2001: santé reproductive, éducation, vaccination, accès à l'eau potable, etc. On a fait de même pour tous les programmes de prévention des conflits qui, à l'époque, étaient gérés par la DGCD: toutes les actions dans le domaine de la prévention des conflits ont été choisies ou examinées en fonction des priorités du Plan d'action.

En juillet 2002, Mme L. Onkelinx, alors ministre de l'Égalité des chances, a conduit en Afghanistan une mission conjointe du ministère des Affaires étrangères, de l'Égalité des chances et de la Coopération au Développement. Une communication a ensuite été faite au Conseil des ministres pour rappeler l'engagement belge, la poursuite de la stratégie de

Bij de minister van Ontwikkelingssamenwerking werd een tweede dossier voor het verkrijgen van subsidies ingediend. De Azië-desk van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking heeft een positief advies uitgebracht, maar tot op heden is er nog geen antwoord van de minister gekomen.

Voor een duurzame en structurele financiering, zijn andere pistes nodig.

Voorzitster Pehlivan besluit dat uit deze uiteenzettingen duidelijk blijkt dat België een belangrijke rol kan spelen in de verbetering van de situatie van vrouwen in Afghanistan. Hier moet dieper op worden ingegaan om concrete actielijnen uit te tekenen.

III. HOORZITTING MET DE VERTEGENWOORDIGERS VAN DE DIRECTIE-GENERAAL ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

1. Uiteenzetting van mevrouw Marion Van Offelen, genderexpert bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGOS)

Mevrouw Van Offelen heeft zich vanaf 2001, toen België voorzitter was van de Raad van de Europese Unie, vaak beziggehouden met de samenwerking met Afghanistan. Tijdens de rondetafel die in Brussel samen met Unifem werd gehouden, heeft de Belgische regering zich ertoe verbonden de strijd voor de vrouwenrechten in Afghanistan te steunen.

Tijdens de eerste conferentie in Tokyo, in februari 2002, heeft België bevestigd de democratisering te willen steunen en de vrouwenrechten te willen verdedigen. België heeft voor de daaropvolgende vijf jaren een budget van 30 700 000 euro uitgetrokken voor de wederopbouw van Afghanistan.

Bij alle acties is aandacht besteed aan de gelijkheid tussen mannen en vrouwen. Bovendien zijn er zelfs een aantal sectoren geselecteerd op basis van wat voor de vrouwen belangrijk is. Deze prioriteiten werden vermeld in het «Brussels Action Plan» (1) van december 2001: reproductive gezondheidszorg, onderwijs, inenting, toegang tot drinkbaar water, ... Hetzelfde is gebeurd voor alle programma's voor conflictpreventie, die toen door de DGOS werden beheerd: alle acties inzake conflictpreventie werden gekozen of bestudeerd in het licht van de prioriteiten in het Actieplan.

In juli 2002 heeft toenmalig minister van Gelijke Kansen Onkelinx in Afghanistan een missie geleid samen met het ministerie van Buitenlandse Zaken, Gelijke Kansen en Ontwikkelingssamenwerking. Nadien is de Ministerraad in een mededeling herinnerd aan het Belgische engagement, het voortzetten van de gendermainstreamingstrategie en de wil om

(1) Voir annexe 1.

(1) Zie bijlage 1.

gendermainstreaming ainsi qu'une volonté d'appui spécifique au ministère de la Condition féminine, via Unifem.

Le tout nouveau ministère de la Condition féminine était dans une position très fragile. Le gouvernement belge a dès lors réservé en 2002 un budget d'un montant de 500 000 euros pour le renforcement de ce ministère via le PNUD. Parallèlement, une contribution de 500 000 euros a été octroyée pour un an pour un programme d'aide aux provinces mené par Unifem et visant à développer dans celles-ci des « women development centres ». En 2004, la Belgique s'engage à nouveau à financer ce programme à concurrence de 1,5 million d'euros pour les trois années à venir. Ces « women development centres » constituent des antennes du ministère de la Condition féminine dans les provinces mais on veille à ce qu'ils aient une certaine autonomie dans un souci de viabilité.

En résumé, le Plan d'action de Bruxelles constitue toujours le document de référence pour les besoins prioritaires des femmes. Lors des dernières conférences sur l'Afghanistan, dont celle organisée sur la question du genre en juillet 2003 avec, entre autres, la ministre de la Condition féminine et des expertes afghanes, il est apparu que l'aspect prioritaire, actuellement, pour les femmes afghanes est celui de la sécurité. La sécurité pour les Afghanes, c'est la liberté de pouvoir s'exprimer, se déplacer, travailler, etc., sans être menacées.

2. Exposé de M. Antoine Renard, coordinateur Afghanistan de la DGCD

La conférence de Berlin qui s'est tenue au mois d'avril dernier a été l'occasion de faire le point au niveau politique et au niveau des engagements pris. La veille de cette conférence, le président, M. Karzaï, a annoncé le report des élections au mois de septembre 2004.

En vue des élections, le processus de démobilisation devait commencer en mai. Or, ce processus est pour le moment très flou. Si les chefs de guerre conservent leur milice, cela risque de poser de gros problèmes pour garantir des élections démocratiques.

Depuis 2001, le financement de la coopération en Afghanistan se fait via différentes lignes budgétaires. Les actions initiales ont été menées sur base de la ligne budgétaire « Urgence, réhabilitation et aide alimentaire », qui dépendait à l'époque du secrétaire d'État à la Coopération. Depuis le changement de gouvernement, la ligne « Aide urgente et réhabilitation » dépend du ministre des Affaires étrangères. Le volet coopération au développement reprend les projets multilatéraux avec le PNUD et Unifem.

het ministerie van Vrouwenzaken te steunen via Unifem.

Het nieuwe ministerie van Vrouwenzaken bevond zich in een kwetsbare positie. De Belgische regering heeft in 2002 de som van 500 000 euro vrijgemaakt om dit ministerie te ondersteunen via het UNDP. Daarnaast werd ook gedurende een jaar 500 000 euro toegekend aan een hulpprogramma van Unifem in de provincies dat bedoeld is om daar « women development centres » op te richten. In 2004 verbindt België zich er opnieuw toe dit programma te financieren, voor de som van 1,5 miljoen euro in de komende drie jaren. Deze « women development centres » vormen de antennes van het ministerie van Vrouwenzaken in de provincies. Toch moeten zij, om leefbaar te zijn, een zekere mate van autonomie behouden.

Het Actieplan van Brussel is dus nog steeds het referentiedocument om te bepalen welke behoeften van vrouwen de voorrang moeten krijgen. Bij de jongste conferenties over Afghanistan, onder meer die over de genderproblematiek in juli 2003 met de minister van Vrouwenzaken en Afghaanse experten, is gebleken dat veiligheid momenteel het belangrijkste is voor de Afghaanse vrouwen. Veiligheid houdt voor de Afghaanen in dat zij zich vrij kunnen uitdrukken, zich kunnen verplaatsen, werken, ... zonder te worden bedreigd.

2. Uiteenzetting van de heer Antoine Renard, Afghanistan-coördinator bij de DGOS

De conferentie van Berlijn van april jongstleden was de gelegenheid om een stand van zaken op te maken, zowel op politiek vlak als wat betreft de aangegane verbintenissen. Aan de vooravond van deze conferentie heeft president Karzaï aangekondigd dat de verkiezingen uitgesteld zijn tot september 2004.

In het licht van die verkiezingen zou de demobilisatie in mei op gang moeten komen. Momenteel is het echter nog een zeer vaag proces. Als de kriegschenen hun milities behouden, kan dat problemen opleveren voor het waarborgen van democratische verkiezingen.

Sedert 2001 wordt de samenwerking in Afghanistan via verschillende begrotingslijnen gefinancierd. Oorspronkelijk werden de acties ingeschreven op de begrotingslijn « Spoedhulp, Wederopbouw, Voedselhulp » die toen onder de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking ressorteerde. Sedert de regeringswissel hangt de lijn « Spoedhulp en Wederopbouw » af van de minister van Buitenlandse Zaken. Het gedeelte ontwikkelingssamenwerking bevat de multilaterale projecten met het UNDP en Unifem.

En 2004, deux projets vont être financés par la coopération au développement à concurrence de 4,5 millions d'euros pour le PNUD et 500 000 euros pour Unifem.

Du ministre des Affaires étrangères dépend également une ligne budgétaire «Prévention des conflits». Celle-ci correspond à des engagements supplémentaires par rapport aux promesses de la conférence de Tokyo. Des projets viennent donc s'ajouter à cette contribution de 5 millions d'euros pour 2004.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération au développement collaborent étroitement avec le ministre de la Défense. Pour répondre à la demande de tous les experts et des Afghans eux-mêmes, l'accent a été mis en 2004 sur l'aspect «sécurité». Les forces armées de l'OTAN fonctionnant sous l'égide des Nations unies (ISAF) vont augmenter leurs effectifs sur place. Actuellement, 280 militaires belges sont basés autour de Kaboul, ainsi que six autres dans les «provincial reconstruction teams» (PRT). Cet été, les effectifs de la Belgique seront au nombre de 600 pour renforcer les PRT.

3. Échange de vues

Mme Vienne remarque que l'élément fondamental qui ressort des auditions est la préoccupation sécuritaire. L'amélioration de la condition des femmes, la sécurité et la question du retour des femmes afghanes dans leur pays sont trois éléments qu'il faudrait aborder dans les recommandations du comité d'avis

La membre se réjouit des actions menées dans le cadre de la coopération au développement et estime que les budgets consacrés à l'Afghanistan reflètent un effort considérable. Il est essentiel de soutenir cette politique.

Par contre, elle s'oppose par principe au soutien d'une organisation en particulier plutôt qu'une autre. Le comité d'avis ne doit pas devenir un relais pour les ONG qui ont besoin de subventions car elles sont toutes demandeuses. Le rôle d'une commission parlementaire n'est pas de relayer le lobbying auprès du gouvernement.

Mme de Bethune pense aussi que le comité d'avis doit souligner qu'il soutient la politique menée par les autorités belges en Afghanistan jusqu'à présent. Elle se réjouit d'apprendre que la collaboration avec Unifem et la ministre afghane de la Condition féminine se poursuit. Au moment de son adoption en décembre 2001, la Déclaration de Bruxelles avait été examinée au Sénat lors d'une réunion spéciale avec les femmes afghanes. La ministre de la Condition féminine a aussi été reçue au Sénat en 2002.

La question de la sécurité en Afghanistan est cruciale et il est évident que sans sécurité, le bien-être

In 2004 zullen twee projecten gefinancierd worden door ontwikkelingssamenwerking: 4,5 miljoen euro voor het UNDP en 500 000 euro voor Unifem.

Ook de begrotingslijn «Conflictpreventie» hangt af van de minister van Buitenlandse Zaken. Die stemt overeen met bijkomende verbintenissen bovenop de beloftes gedaan op de conferentie van Tokyo. Er komen dus nog projecten bovenop de bijdrage van 5 miljoen euro voor 2004.

De ministers van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking werken nauw samen met de minister van Landsverdediging. Om te antwoorden op de vraag van alle experten en van de Afghaan zelf, wordt in 2004 de nadruk gelegd op «veiligheid». De strijdkrachten van de NAVO onder de bescherming van de Verenigde Naties (ISAF) gaan meer manschappen ter plaatse brengen. Momenteel zijn er 280 Belgische militairen gelegerd rond Kaboel, en nog 6 in de «provincial reconstruction teams» (PRT). Deze zomer zullen er 600 Belgen de PRT's versterken.

3. Gedachtewisseling

Mevrouw Vienne merkt op dat uit de hoorzittingen vooral een streven naar meer veiligheid blijkt. De verbetering van de situatie van de vrouwen, de veiligheid en de kwestie van de terugkeer van de Afghaanse vrouwen naar hun land, zijn drie elementen die in de aanbevelingen van het adviescomité zeker aan bod moeten komen.

Spreekster verheugt zich over de acties in het kader van de ontwikkelingssamenwerking en meent dat voor Afghanistan aanzienlijke financiële inspanningen werden geleverd. Dat beleid moet worden voortgezet.

Zij is evenwel principieel gekant tegen het verlenen van steun aan bepaalde organisaties en niet aan andere. Het adviescomité moet geen steunpunt worden voor NGO's die nood hebben aan subsidies want die willen ze allemaal wel. Het behoort niet tot de taken van een parlementaire commissie om bij de regering te lobbyen.

Mevrouw de Bethune meent ook dat het adviescomité moet benadrukken dat het beleid van de Belgische overheid in Afghanistan tot nog toe steunt. Zij is blij te vernemen dat de samenwerking met Unifem en de Afghaanse minister voor vrouwenzaken wordt voortgezet. De in december 2001 goedgekeurde Verklaring van Brussel is in de Senaat besproken tijdens een bijzondere vergadering met de Afghaanse vrouwen. De minister voor vrouwenzaken is ook in de Senaat ontvangen in 2002.

De kwestie van de veiligheid in Afghanistan is cruciaal en het hoeft geen betoog dat veiligheid een basis-

de la population ne peut être amélioré. Cela vaut naturellement aussi pour d'autres pays (Congo, Rwanda ...) Les « women development centres » lui semble une piste très intéressante pour développer l'action du ministère de la Condition féminine dans les provinces.

L'action de la Belgique se fonde sur trois lignes budgétaires. Quels types de projets sont financés par la ligne « Aide urgente et réhabilitation » ?

La sénatrice fait part ensuite de son souhait de voir s'établir un suivi systématique du dossier « Afghanistan » par le Comité d'avis pour l'Égalité des chances. La DGCD pourrait venir présenter chaque année un état des lieux des projets financés par les autorités belges en Afghanistan et le comité d'avis rédigerait un bref rapport sur la base de ces informations. Qu'en pensent les représentants de la DGCD ?

Enfin, il ressort des auditions précédentes qu'il n'y a quasiment aucune petite ONG active sur le terrain en Afghanistan à cause de l'insécurité. Seules les grosses organisations telles que Unifem, UNDP et Unicef seraient présentes. L'oratrice aimeraient savoir quels représentants de la société civile belge travaillent aujourd'hui en Afghanistan.

M. Renard transmet les tableaux où sont reprises les différentes opérations de la Belgique en 2002 et 2003 (1).

Au nom de la DGCD, l'orateur se dit très favorable à l'idée d'une rencontre annuelle avec le Comité d'avis pour l'égalité des chances en vue de faire le point sur la situation en Afghanistan. C'est l'occasion d'un échange d'informations et d'une confrontation des points de vue intéressante pour l'administration comme pour le Parlement.

En 2003, les programmes de deux ONG belges, Handicap International et Tear Fund, ont bénéficié d'un soutien financier de la Coopération au développement. Les lignes de diplomatie préventive ou de prévention des conflits reprennent les anciens budgets de la coopération au développement et financent des projets d'une certaine ampleur. Dans le cadre de la prévention des conflits, UNAMA (UNDP) a reçu un financement pour un programme relatif aux élections, LOFTA (UNDP) pour un programme de sécurisation des élections et UNMAS pour un programme de déminage.

La ligne de diplomatie préventive, par contre, sert à financer aussi des projets de petites ASBL. On y retrouve notamment le « Nederlandstalige Vrouwenraad » pour la construction de la maison des femmes à Istalif.

(1) Ces tableaux, ainsi qu'une note de synthèse, figurent en annexe. (Annexes 2, 3 et 4).

voorwaarde is voor de verbetering van het welzijn van de bevolking. Dat geldt uiteraard ook voor andere landen (Congo, Rwanda). De « women development centres » lijken haar een interessante mogelijkheid voor de minister van Vrouwenzaken om ook het platteland te bereiken.

Het optreden van België is gebaseerd op drie begrotingslijnen. Welke soorten projecten worden gefinancierd door de lijn « Noodhulp en wederopbouw » ?

De minister hoopt dat het Adviescomité voor gelijke kansen het dossier Afghanistan systematisch zal blijven volgen. De DG-ontwikkelingssamenwerking kan bijvoorbeeld jaarlijks een stand van zaken komen toelichten over de projecten die de Belgische overheid in Afghanistan finanziert. Het adviescomité kan dan een kort verslag opstellen op basis van die informatie. Wat vinden de vertegenwoordigers van de DG-ontwikkelingssamenwerking daarvan ?

Uit de vorige hoorzittingen blijkt dat bijna geen kleine NGO's actief zijn in Afghanistan vanwege de onveiligheid. Alleen grote organisaties zoals Unifem, UNDP en Unicef zouden aanwezig zijn. Spreekster wil graag weten welke vertegenwoordigers van het Belgisch middenveld momenteel in Afghanistan werken.

De heer Renard legt tabellen voor met betrekking tot de verschillende operaties van België in 2002 en 2003 (1).

Namens de DG-ontwikkelingssamenwerking zegt spreker voorstander te zijn van het idee van een jaarlijkse ontmoeting met het Adviescomité voor gelijke kansen teneinde een stand van zaken op te maken met betrekking tot de situatie in Afghanistan. Zowel voor de dienst als voor het Parlement kan dat een interessante gelegenheid zijn om informatie uit te wisselen en elkaar standpunten te horen.

In 2003 heeft ontwikkelingssamenwerking de programma's van twee Belgische NGO's, nl. Handicap International en Tear Fund, financieel gesteund. De begrotingslijnen van de preventieve diplomatie of de conflictpreventie nemen de oude budgetten van ontwikkelingssamenwerking over en bieden financiële steun aan grotere projecten. In het kader van de conflictpreventie heeft UNAMA (UNDP) geld gekregen voor een programma met betrekking tot de verkiezingen, LOFTA (UNDP) voor een programma inzake de beveiliging van de verkiezingen en UNMAS voor een ontmijningsprogramma.

De lijn van de preventieve diplomatie daarentegen wordt ook gebruikt om projecten van kleinere vzw's te financieren. Daartoe hoort met name het bouwen van het vrouwenhuis in Istalif door de Nederlandstalige Vrouwenraad.

(1) De tabellen en een synthesenota gaan als bijlage. (Bijlagen 2, 3 en 4).

En 2001-2002, les projets concernaient essentiellement de l'aide humanitaire d'urgence via Unicef, CICR, le PAM et aussi quelques ONG dont Caritas et Handicap International.

En 2003, les budgets ont aussi été principalement consacrés à de l'aide d'urgence via des projets du FAO, Tear Fund, le PAM, ainsi que des projets de transport humanitaire.

Pour 2004-2006, les projets multilatéraux PNUD et Unifem financés par la coopération au développement visent reconstruction et développement. À cela s'ajoutent les projets qui s'inscrivent dans le cadre de la diplomatie préventive et de la prévention des conflits.

Lors de la conférence de Tokyo, beaucoup d'engagements ont été pris mais il y a eu peu de suivi effectif du travail accompli. La Belgique peut être épinglee car, non seulement elle respecte ses engagements, mais elle va au-delà de son mandat. À cette action s'ajoute encore l'aide militaire dont le budget n'est évidemment pas comptabilisé dans l'aide au développement (26 millions d'euros pour cette année).

Mme Vienne approuve l'idée de faire le point chaque année sur le dossier de l'Afghanistan mais elle trouve qu'il faudrait faire de même dans les autres dossiers que suit le comité d'avis. Elle cite notamment la question des droits des femmes en Iran pour lesquels des projets dans le cadre de la diplomatie préventive ont été mis sur pied par la ministre de la Justice, Mme Onkelinx.

Mme Pehlivan, présidente, estime que les informations fournies par les représentants de la DGCD donnent un éclairage supplémentaire. Celles-ci revêtent un intérêt particulier car le premier ministre, M. G. Verhofstadt se rend le 19 mai prochain en Afghanistan.

IV. VOTE

Le présent rapport a été approuvé par 7 voix et 2 abstentions.

La rapporteuse,

Fatma PEHLIVAN.

La présidente,

Fatma PEHLIVAN.

In 2001-2002 betroffen de projecten vooral humanitaire noodhulp via Unicef, het Internationaal Comité van het Rode Kruis, het Wereldvoedselprogramma en enkele NGO's waaronder Caritas en Handicap International.

In 2003 ging de financiële hulp vooral naar noodhulp via projecten van de Voedsel- en Landbouworganisatie, Tear Fund, het Wereldvoedselprogramma, en enkele projecten inzake humanitair transport.

In 2004-2006 heeft de Ontwikkelingssamenwerking multilaterale projecten van het UNDP en Unifem gefinancierd met betrekking tot heropbouw en ontwikkeling. Daarbij komen nog de projecten in het kader van de preventieve diplomatie en de conflict-preventie.

Tijdens de conferentie van Tokyo zijn veel beloften gedaan maar er is verder weinig aandacht geschenken aan de concrete werkzaamheden. Dat geldt niet voor België: niet alleen komt België zijn beloften na, het gaat zelfs nog verder. Er is immers ook nog de militaire hulp waarvan het budget uiteraard geen deel uitmaakt van dat van ontwikkelingshulp (26 miljoen euro dit jaar).

Mevrouw Vienne vindt het een goed idee om elk jaar een stand van zaken op te maken over het dossier Afghanistan maar zij vindt dat dat ook moet gebeuren voor de andere dossiers die het adviescomité behandelt. Zij verwijst bijvoorbeeld naar de kwestie van de vrouwenrechten in Iran waarover de minister van Justitie, mevrouw Onkelinx, projecten heeft opgezet in het kader van de preventieve diplomatie.

De voorzitster, mevrouw Pehlivan, vindt dat de informatie van de vertegenwoordigers van de DGOntwikkelingssamenwerking een extra licht op de zaak werpt. Deze informatie is zeer belangrijk aangezien de eerste minister, de heer Guy Verhofstadt, op 19 mei 2004 naar Afghanistan gaat.

IV. STEMMING

dit verslag werd goedgekeurd met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

De rapporteur,

De voorzitter,

Fatma PEHLIVAN.

Fatma PEHLIVAN.

ANNEXE 1**BIJLAGE 1**

Final Version

BRUSSELS ACTION PLAN

AFGHAN WOMENS' PARTICIPATION IN THE RECONSTRUCTION OF AFGHANISTAN

UNIFEM Roundtable

Brussels, 10-11 December 2001

Afghan women have been convening in numerous venues in the past two months to discuss and analyse how the peacebuilding and reconstruction in Afghanistan can take place in a way that takes women's talents, skills, contributions and rights into account. Through a series of discussions, panels and workshops including the UNDP/World Bank and ADB Meeting in Islamabad, the United Nations Conference on Afghanistan in Bonn, the Civil Society Meeting in Bonn and the Afghan Women's Summit for Democracy in Brussels, Afghan women have been articulating their expectations of the future government, the international community of each other and of themselves.

The Afghan women attending the UNIFEM/Belgium Government roundtable on Building Women's Leadership in Afghanistan, convened in Brussels 10-11 December 2001, call for immediate and concrete action to ensure women's participation in the reconstruction of Afghanistan. There is a window of opportunity to institutionalize mechanisms that support the role and leadership of women in shaping the future of Afghanistan.

This roundtable brought together a diversity of Afghan women from different backgrounds and political beliefs, from within and outside Afghanistan to engage in a dialogue with major donors, UN agencies and the World Bank. Their specific recommendations build on the recommendations of the above meetings and are addressed to the international community, the UN agencies and the interim administration to guarantee sustained security and commitment to the Afghan people. Without this commitment, women's participation in political and socio-economic development cannot be ensured.

The Afghan women have highlighted the principles that embody the values of a free Afghanistan that is manifested in tolerance and freedom, and which will guide the future. Along with an analysis of the past and existing situation for women in Afghanistan, they have identified their needs and concerns towards concrete action for change in the coming six months to one year.

We, the Afghan Women present at this Meeting,

have determined the following priorities for Afghanistan and we would like the international community ? donors, the United Nations, non-governmental organizations and key players in the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan to assist us in implementing them:

Protection and Security

- Deploy a United Nations Peacekeeping Force with a robust mandate to protect civilians with special attention to the security and protection of women.
- Enhance and accelerate gender-sensitive demining projects and awareness training to the Afghan community inside and outside Afghanistan
- Establish a Human Rights Commission inside Afghanistan to monitor the human rights situation for women in Afghanistan as well as in refugee camps in neighboring countries. The Commission will monitor and report on compliance with the Bonn Agreement of 5 December.
- Implement Security Council Resolution 1325 to ensure the inclusion of a substantial number of Afghan women in the peacebuilding and conflict-resolution process.
- Recognize the moral responsibility of the international community in the 23 years of armed conflict in Afghanistan and establish national/international trials to bring to justice those who have committed serious war crimes and crimes against humanity, including violence against women.
- Provide alternative training and economic employment opportunities in order to demilitarize Afghanistan and disarm combatants and other armed elements.

Governance and Leadership

- Ensure that the constitutional process that will restore the rights of Afghan women is on target and ensure that the new constitution is modeled after the 1964 Constitution.
- Establish a timeline for the full implementation of the constitution throughout Afghanistan.
- Begin the process for re-establishing the Afghan legal justice system.
- Ensure that women's participation in the interim/provisional and permanent governance is proportional to the population.
- Fund and establish a Commission of Afghan women, which will provide names of Afghan women around the world to the interim/provisional government, to ensure women's participation in all aspects of governance. The interim/provisional government of Afghanistan must recognize this commission officially. This process also includes the creation of means of access to and communication with Afghan women in all parts of Afghanistan (vehicles, computers, telephones etc).
- Create and implement co-educational awareness programmes for women's rights.
- Adopt a systemwide policy among international actors and UN agencies and NGOs, ensuring that Afghan women be appointed to senior positions, including leadership and advisory roles.
- Establish a UMFEM Fund for Afghan Women in order to support and promote capacity building for women leadership.

Food Security

- Provide food security, ensuring that food is distributed to women and children and reaches vulnerable women and their families in the rural areas.

Health

- Provide urgently needed medical equipment and medicines to Afghanistan.
- Provide immediate support in mental health care, mental disability and reproductive health and for women.
- Provide refresher and new courses at village and neighborhood level to train women in health services, including health-education, child-delivery and mother-child health-care.
- Provide scholarships and specialist training for women physicians in the field of gynecology, internal disease and surgery.

Education

- Provide massive and immediate teacher training courses to ensure the reopening of schools on 22 March 2002.
- Prioritize the rebuilding of girls' schools and build new schools equipped with all necessary supplies, tools and material, including provision of school feeding.
- Revise existing primary, secondary and high schools textbooks from a gender-perspective and ensure the printing and distribution of primary, secondary and high school textbooks.
- Provide scholarships and support to university departments of Islamic studies to promote progressive and enlightened Islam teachings.
- Support scholarships and education in foreign languages in order to enable Afghan women to use their existing skills more effectively in the reconstruction of Afghanistan.
- Provide computer equipment, national and international network facilities, as well as advanced relevant training for women.
- Provide kindergartens, playgrounds and mother-child-care centers to enable mothers to take up and enjoy employment opportunities.

Media

- Re-establish the media infrastructure, including repair of technical facilities and equipment, including printing press, as well as training of women media professionals in all related fields

— Establish a women's radio-station for national and international broadcasting to convey peace messages, and information on reconstruction, rehabilitation and political developments, as well as cultural and religious awareness programmes for children, youth and families.

— Support the transfer of archives and libraries created by Afghans abroad to Afghanistan, including the establishment of a national library and archive to preserve the research and data (which will facilitate the research capacity within the country).

Community Based Organization

— Conduct a survey to identify the problems and solutions to women and girls, who have been forced into prostitution and trafficking as a result of war, poverty and an oppressive regime.

— Assist community-based women's organizations by identifying their weaknesses and responding with adequate support to strengthen them.

— Provide vocational skills training in management and leadership for women and young girls at the Community Based Organization, Non-Governmental Organization and government departments.

— Provide vocational skills training relevant to women activities, such as loan-programme, economic opportunities, marketing, child-rearing (e.g. enhance mothers ability to provide adequate support to disabled children).

— Identify the needs of the Afghan family unit, including women, men and children, when assessing women's situation.

— Establish a Coalition of Afghan Women to ensure interaction and coordination of all humanitarian and development activities carried out by Afghan women inside and outside Afghanistan.

— Provide housing for widows and female-headed families and disabled women.

— Formulate a national policy of effective action to meet the special needs of women who are vulnerable for various reasons (e.g. victims of war, handicapped, single mothers).

Repatriation and Return

— Ensure that repatriation of refugees to Afghanistan is voluntarily and based on conditions conducive to return.

— Ensure the protection and safety of women refugees and internally displaced persons.

— Provide and continue the existing resettlement programme for those who are unwilling to return to Afghanistan.

Entry Point

— Conduct needs assessment, building on the 1989/1990 Reconstruction Plan for Afghanistan.

Donors

— Establish a multi-donor gender consortium that will support a country-led strategy for integrating women into all aspects of nation building on a sustainable basis. This committee must be co-chaired by an Afghan woman.

— Ensure the transfer of best practices from international experience on the integration of women into development processes and monitoring of donor programmes to ensure full mainstreaming of gender issues and the provision of women's specific programmes

— Ensure that the budget allocation for the recovery and development of Afghanistan is gender-sensitive.

— Condition international funding for the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan on the restoration of women's human rights.

— Support UNIFEM to follow up on the Brussels Plan of Action, formulated by the Afghan women at the roundtable in Brussels.

ANNEXE 2**BIJLAGE 2****AFGHANISTAN — AIDE BELGE À LA RECONSTRUCTION*****Note de synthèse*****I. Contributions financières des pays donateurs****a) Principe général**

L'assistance à la reconstruction de l'Afghanistan s'articule principalement autour des contributions annoncées par les pays donateurs pour la période 2002-2006 lors de la conférence sur la reconstruction (Tokyo, 21-22.01 2002).

b) Mécanismes de financement

— La majorité des contributions est allouée par voie multilatérale à des organisations des NU (PNUD, PAM, UNICEF, FNUAP, FAO etc.) ou à des ONGs (souvent originaires des pays donateurs) spécialisées ou non en Afghanistan.

— Le PNUD a institué dès janvier 2002 un trust fund (Afghan Interim Authority Fund — AIAF) destiné à assister le gouvernement afghan à couvrir ses dépenses administratives. En mai 2002, l'Afghanistan Reconstruction Trust Fund (ARTF) a vu le jour. Il s'agit d'un trust fund administré par la Banque mondiale. La principale composante de l'ARTF (plus de 3/4 des ressources) est le financement des dépenses récurrentes du gouvernement afghan.

II. Contribution de la Belgique

Plusieurs départements fédéraux belges sont impliqués dans l'aide à l'Afghanistan :

- le SPF affaires étrangères (différentes directions générales, principalement la DGCD);
- le SPF Emploi : le 2 juillet 2002, la ministre Onkelinx a signé à Kaboul un MOU avec le MINAFET afghan prévoyant une coopération bilatérale avec le ministère de la Condition féminine (les projets identifiés ont été financés sur le budget diplomatie préventive du SPF affaires étrangères). Une première réunion d'un groupe de travail belgo-afghan, réunissant des représentants du ministère belge de l'emploi et du ministère afghan de la condition féminine s'est réuni à Bruxelles en novembre 2002;
- le SPF défense (participation à l'ISAF III et IV).

a) Pledge belge à Tokyo (2002-2006)

Contribution belge annoncée à Tokyo en janvier 2002 : 30 653 000 euros sur la période 2002-2006. Celle-ci a été approuvée par le CM avant la réunion de Tokyo. L'aide bilatérale directe au gouvernement afghan est exclue car ce pays n'est pas un pays de concentration. L'amélioration du statut de la femme constitue le premier pilier de notre assistance à l'Afghanistan et caractérise les secteurs dans lesquels nous contribuons : sécurité alimentaire, santé, éducation, déminage et par un appui spécifique au ministère de la Condition féminine. Le renforcement des capacités de l'administration afghane est notre deuxième pilier d'intervention.

La contribution belge suit la logique adoptée par l'UE qui prévoit une augmentation graduelle de son effort financier. Ce faisant, la Belgique tient compte de la capacité d'absorption des autorités afghanes et des partenaires de développement qui sont confrontés à une infrastructure qui est totalement à reconstruire.

b) Programmation**— 2002:**

Budget DGCD — AE: Pledge de Tokyo : 10 053 000 euros:

11 777 795 euros (y compris 5 252 952 euros approuvés en 2001, mais décaissés en 2002). Dans ce montant sont inclus :

— 9 890 180 euros pour la réhabilitation et la sécurité alimentaire (budget 2001 et 2002 « urgence et réhabilitation » et « aide alimentaire » de la DGCI : ICRC, IOM, UNICEF, Médecins sans frontières, FAO, WFP, WHO, OXFAM, UNHCR, Caritas);

- 1 587 615 euros (budget 2002 «prévention des conflits» de la DGCI): 4 projets:
 - Soutien à l'«Afghan Interim Authority Fund» du PNUD: 500 000 euros. Le PNUD, à la demande de la Belgique, a utilisé cette contribution pour le renforcement du «Ministry of Women Affairs».
 - Provision of Mine Information Database System Coordinator — United Nations Mine Action Service: 225 000 euros.
 - UXO Clearance Programme and Capacity Building — ONG Handicap International Belgique: 362 615 euros.
 - Supporting Women's Leadership in Re-building Afghanistan (UNIFEM): une contribution de 500 000 euros a été approuvée à ce programme (objectif: appui à la décentralisation des services du ministère de la condition féminine en zone rurale — établissement de «women's centers»).
- 300 000 euros (budget 2002 «diplomatie préventive» des AE): 5 projets:
 - Subvention de 71 924 euros à l'hôpital de Charikar (plaine de la Chomali) à titre d'intervention financière dans les frais de formation d'une femme afghane gynécologue en Belgique.
 - Subvention de 50 000 euros est allouée à la reconstruction d'une école primaire à Qalatcha (plaine de la Chomali).
 - Subvention de 60 000 euros est allouée à la formation d'institutrices afghanes ainsi que le soutien logistique et matériel à une école de femmes à Kaboul (Projet Solidarité Afghanistan Belgique).
 - Subvention de 18 076 euros à un projet de rapatriement volontaire de femmes afghanes réfugiées au Sud de Téhéran (projet géré par l'ambassade de Belgique à Téhéran).
 - Subvention de 100 000 euros à l'unité médicale de l'ISAF III à Kaboul, en vue de la reconstruction de l'État et maintien de la paix.

— 2003:

Budget DGCD — AE — pledge de Tokyo: 5 475 000 euros:

- Rehabilitation and food security: 2 500 000 euros;
- Reconstruction: 2 975 400 euros.

5 623 509 euros ont fait l'objet d'une décision et sont en cours d'exécution pour 2003.

— Aide humanitaire

- FAO/TCEO — Emergency assistance to vulnerable farmers on Central and Eastern Provinces through the provision of basic agricultural inputs for Autumn season 2003: 500 000 euros.
- SPF Défense — 400 h de vol pour transport humanitaire: 1 000 000 euros.
- Tear Fund (ONG) — Réhabilitation de route dans le district Chal, Province Takhar (projet de travail contre nourriture): 562 200 euros.
- UNHCR — Aide aux réfugiés: 400 000 euros.

— Aide alimentaire

- PAM — Projet d'aide alimentaire: 221 708 US\$(1).

— Coopération multilatérale

- UNV — Rapid Deployment facility for Afghanistan: 468 272 euros(1).

— Prévention des conflits/Construction de la paix

- UNAMA (UNDP) — Financement des élections: 1 000 000 euros.
- LOTFA (UNDP) — Financement de la sécurité dans le cadre du processus électoral à venir: 570 837 euros.
- UNMAS — Mine and UXO clearance in Afghanistan: 200 000 euros.

— Diplomatie préventive

- Handicap International — Unité orthopédique à Kandahar, province du Kandahar et voisines du Sud: 116 256 euros.
- UNICEF — Renforcement corps enseignants, promotion droit de la femme et enfants: 50 000 euros.
- ULB ASBL Afghanistan Europe — Soutien éducatif femmes afghanes et création d'emploi pour les veuves dans la région d'Hérat et de Hoze Karbasl: 106 420 euros.

(1) Utilisation d'un reliquat.

- Afghanistan Libre — Atelier de couture pour veuves, Complexe culturel et sportif pour femmes aux alentours de Kaboul, Centre de soins primaires dans les écoles existantes, soutien au Lycée de filles Esther Gram: 190 000 euros.
- Solidarité Afghanistan Belgium — Soutien pédagogique, financier et matériel à des écoles pour filles de 6 à 15 ans dans les provinces orientales: 87 135 euros.
- Nederlandstalige Vrouwenraad — Soutien d'une maison de femmes à Istalif, soins de base: 50 000 euros.
- SPF AE — Renforcement des capacités de l'administration afghane, plus particulièrement dans le domaine diplomatique. Formation de 6 diplomates afghans: 11 080 euros.
- Solidarité Afghanistan Tournaisis — Réhabilitation d'urgence de l'hôpital civil de Charikar (Province de Parwan): 100 000 euros.

— SPF Emploi

- OIT — Financement d'un module destiné à stimuler l'esprit d'entreprise et la formation à la production artisanale des femmes afghanes: 25 000 euros.

— 2004:

Pledge de Tokyo: 4 012 200 euros pour la reconstruction

— 2005:

Pledge de Tokyo: 5 225 400 euros pour la reconstruction

— 2006:

Pledge de Tokyo: 5 787 000 euros pour la reconstruction

Les contributions pour la période 2004-2006 seront à charge du budget multilatéral (D 4) de la DGCD. Suite à une décision de principe du ministre de la Coopération au Développement, les canaux d'intervention devraient être les suivants:

5 000 000 euros par an (2004-2006) via UNDP (4 500 000 euros) et UNIFEM (500 000 euros). Pour 2004, le Conseil des ministres a déjà pris une décision de principe sur la ligne budgétaire « Diplomatie préventive » le 6 février 2004. L'IRRI va mettre sur pied, en Afghanistan, un programme de formation pour les diplomates afghans pour un coût total de 12 391 euros.

c) Sécurité

Concernant les activités menées par le ministère de la défense, veuillez noter que l'armée belge est présente en Afghanistan depuis février 2003 via l'ISAF III et l'ISAF IV. Depuis le 11 août 2003, l'OTAN a pris le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF). À ce jour, 260 militaires assurent le fonctionnement et la protection de l'aéroport de Kaboul. Il s'agit d'une opération belgo-luxembourgeoise. L'armée a participé également à des opérations aériennes dans le pays. De même, 6 militaires belges sont présents dans le Provincial Reconstruction Team (PRT) de Kunduz.

En 2004, l'armée devrait doubler sa présence, portant ainsi leur nombre à 600 militaires. Le coût lié à la participation de l'armée belge à l'ISAF a été évalué à 26 millions d'euros pour 2004. Ce renforcement démontre la prise en compte du souci sécuritaire actuel en Afghanistan.

ANNEXE 3**BIJLAGE 3****AFGHANISTAN: AIDE BELGE EN 2002**

Pledge de Tokyo (2001-2002): 10 053 000

Budgets 2001-2002: 11 777 795 euros

Projets approuvés en 2001 (ongoing in 2002): 5 252 952 euros for rehabilitation and food security

| Organisation | Montant (en euros) | Projet |
|--------------------------|--------------------|-------------------------------------|
| ICRC | 1 239 468 | Belgian contribution to ICRC appeal |
| IOM | 743 681 | Assistance to IDPs |
| UNICEF | 763 514 | Education program |
| UNICEF | 485 870 | School sanitation |
| UNICEF | 485 870 | Safe Motherhood Programme |
| Médecins sans Frontières | 229 549 | Nutrition programme |
| WFP | 1 305 000 | Food aid |

Projets approuvés en 2002: 6 524 843 euros

| Organisation | Montant (en euros) | Projet |
|----------------------------|--------------------|--|
| FAO | 575 000 | Supply of seeds and agricultural tools (IDPs) |
| WFP | 1 000 000 | Food aid |
| MSF | 379 728 | «Blanket Feeding Program» |
| UNHCR | 1 001 000 | «Shelter and support to returnee families in the Shomali Plain» |
| WHO | 521 500 | Access to life saving obstetric |
| OXFAM | 500 000 | Agricultural rehabilitation |
| CARITAS | 660 000 | Soutien aux déplacés internes dans la Province de Kandahar. |
| ISAF III | 100 000 | Contribution à l'unité médicale d'ISAF III dans la région de Kaboul |
| Sub-total Humanitarian aid | 4 737 228 | |
| UNMAS | 225 000 | Database and coordin centre for demining activities |
| UNDP | 500 000 | Afghan Interim Administration recurrent expenditures (MOWA) |
| HANDICAP International | 362 615 | UXO clearance progr and capacity building |
| UNIFEM | 500 000 | Contribution to UNIFEM project «Support to the MOWA (women's centers). |
| | 200 000 | 4 projets en vue de financer des projets sociaux, éducatifs et sanitaires visant à promouvoir la formation et l'éducation des filles et femmes afghanes. |
| Sub-Total Reconstruction | 1 787 615 | |

ANNEXE 4

BIJLAGE 4

AFGHANISTAN: AIDE BELGE EN 2003

Pledge de Tokyo (2003): 5 475 400 euros

- Rehabilitation and food security: 2 500 000 euros;
- Reconstruction: 2 975 400 euros.

Budgets 2003: 5 623 509 euros

| Implementation Agency | Amount (en euros) | Project description | Comments |
|-----------------------|-------------------|---------------------|----------|
|-----------------------|-------------------|---------------------|----------|

I. Aide humanitaire

| | | | |
|-----------------|---------------|---|--|
| FAO | 500 000 EUR | Emergency assistance to vulnerable farmers on Central and Eastern Provinces through the provision of basic agricultural inputs for Autumn season 2003 | Durée maximale de 9 mois, à partir de mai 2003 Ordonnancé le 30 juillet 2003 |
| SPF Défense | 1 000 000 EUR | 400 h de vol pour transport humanitaire | Décision Conseil des Ministres (20.11.2002) Ordonnancé par facture Solde à utiliser en 2004: 385 219 euros |
| Tear Fund (ONG) | 562 200 EUR | Réhabilitation route dans le district Chal, province Takhar (food for work project) | Appréciation positive de Burobel Kaboul Dossier engagé le 17 novembre 2003 |
| UNHCR | 400 000 EUR | Aide aux réfugiés | Dossier engagé Décembre 2003 |

II. Aide alimentaire

| | | | |
|-----|------------|----------|--|
| WFP | 221 708 \$ | Food Aid | Utilisation d'un reliquat d'un projet de 1997 Devis demandé au PAM (En projet) |
|-----|------------|----------|--|

III. Coopération multilatérale

| | | | |
|-----|-------------|---|---------------------------|
| UNV | 468 272 EUR | Rapid Deployment facility for Afghanistan | Utilisation d'un reliquat |
|-----|-------------|---|---------------------------|

IV. Prévention des conflits, construction de la paix

| | | | |
|--------------|---------------|--|---------------------------------|
| UNAMA (UNDP) | 1 000 000 EUR | Financement des élections | Dossier engagé Décembre 2003 |
| LOTFA (UNDP) | 570 837 EUR | Financement de la sécurité dans le cadre du processus électoral à venir. | Dossier engagé Décembre 2003 |
| UNMAS | 200 000 EUR | Mine and UXO clearance in Afghanistan | Dossier engagé Décembre 2003 |

V. Diplomatie préventive

| | | | |
|----------------------|-------------|--|---|
| Handicap Internatio- | 116 256 EUR | Unité orthopédique à Kandahar, province de Kandahar et voisines du Sud de l'Afghanistan — groupes cible sont les femmes handicapées et le personnel féminin de l'atelier | Décision Conseil des ministres (7.2.2003) |
|----------------------|-------------|--|---|

| Implementation Agency | Amount (en euros) | Project description | Comments |
|-----------------------|-------------------|---------------------|----------|
|-----------------------|-------------------|---------------------|----------|

I. Aide humanitaire

| | | | |
|-----------------------------------|-------------|---|--|
| UNICEF | 50 000 EUR | Renforcement corps enseignants, promotion droit de la femme et des enfants | Décision Conseil des ministres (7.2.2003) |
| ULB — ASBL Afghanistan — Europe | 106 420 EUR | Soutien éducatif femmes afghanes et création emploi pour les veuves dans la région d'Hérat et de Hoze Karbas | Décision Conseil des ministres (7.2.2003) |
| Afghanistan Libre | 190 000 EUR | <ul style="list-style-type: none"> — Atelier couture pour veuves — Complexe culturel et sportif pour femmes aux alentours de Kaboul — Centres soins primaires dans les écoles existantes — Soutien lycée filles Esther Gram | Décision Conseil des ministres (7.2.2003) |
| Solidarité Afghanistan | 87 135 EUR | Soutien pédagogique, financier et matériel à des écoles pour filles de 6 à 15 ans dans les provinces orientales | Décision Conseil des ministres (4.4.2003) |
| Nederlandstalige Vrouwenraad | 50 000 EUR | <ul style="list-style-type: none"> — Soutien d'une maison de femmes à Istalif via la formation à des techniques artisanales et à l'informatique — Soins de base | Décision Conseil des ministres (4.4.2003) |
| SPF Affaires étrangères | 11 080 EUR | Formation de six diplomates afghans, visant à renforcer les capacités de l'administration afghane. | Décision Conseil des ministres (19.9.2003) |
| Solidarité Afghanistan Tournaisis | 100 000 EUR | Réhabilitation d'urgence de l'hôpital civil de Charikar (Province de Parwan). | Décision Conseil des ministres (19.9.2003) |

VI. SPF Emploi

| | | | |
|-----|------------|---|---|
| OIT | 25 000 EUR | Financement d'un module destiné à stimuler l'esprit d'entreprise et la formation à la production artisanale des femmes afghanes | Décision Conseil des ministres (7.2.2003) |
|-----|------------|---|---|

1 EUR = 1,19 \$.